

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

13 MARS 2012

Proposition de résolution sur les accords de partenariat économique entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE
PAR
M. DE BRUYN

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 22 novembre 2011, 17 janvier, 7 février et 13 mars 2012.

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres/Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Luc Sevenhans, Karl Vanlouwe.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens.
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fournai.

Voir :

Documents du Sénat :

5-793 - 2010/2011 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Zrihen et consorts.

5-793 - 2011/2012 :

N°s 2 et 3 : Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

13 MAART 2012

Voorstel van resolutie over de Economische Partnerschapsovereenkomsten tussen de Europese Unie (EU) en de landen van Afrika, de Caraïben en de Stille Oceaan (ACS-landen)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE BRUYN

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 22 november 2011, 17 januari, 7 februari en 13 maart 2012.

Stukken van de Senaat :

5-793 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Zrihen c.s.

5-793 - 2011/2012 :

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME OLGA ZRIHEN

Les accords de partenariat économique (APE) sont des accords de libre échange qui sont négociés entre l'Union européenne (UE) et septante-six pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Ces accords fixent les règles du commerce entre l'Europe et ces pays pour les décennies à venir et concernent la vie de millions de personnes.

Pendant plusieurs décennies, les pays ACP ont eu accès préférentiel au marché européen, mais cet arrangement était considéré comme exigeant une autorisation périodique de la part des membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (une « dérogation ») puisque les préférences ACP étaient jugées discriminatoires à l'égard des autres pays en développement (non ACP). Les APE ont été proposés par la Commission européenne comme un moyen de sortir de ce problème et il a été convenu en 2000 (sous « l'Accord de Cotonou ») que ces accords devraient être négociés et conclus avant la fin de 2007. Toutefois, comme une catégorie d'accords de libre-échange, les APE ont été conçus pour garantir les préférences des pays ACP tout en obligeant ces pays à ouvrir leurs marchés aux produits européens en retour.

Les pays ACP ont toujours compris que les APE seraient négociés avec des mesures soutenant leur développement afin de renforcer la compétitivité de leurs industries et diversifier leurs économies. L'Union européenne, quant à elle, a immédiatement affirmé que la dimension développement des APE résidait dans la très grande libéralisation des échanges économiques qu'ils devraient apporter. L'UE a donc insisté sur le fait que l'ouverture des marchés ACP ne devrait pas se limiter aux échanges de biens seulement — ce qui suffirait à satisfaire les exigences de l'OMC — mais que des APE « complets » devraient également inclure la libéralisation des services, l'investissement et les marchés publics, l'introduction des règles de concurrence et le renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle.

En 2009, les pays ACP en appelaient toujours pour la renégociation de ces questions litigieuses. Beaucoup n'ont pas voulu signer d'« APE complets ».

Le 25 mars 2009, le Parlement européen a adopté huit résolutions concernant l'« APE complet » des îles Caraïbes et les sept différents APE intérimaires. Ces résolutions comprenaient des exigences importantes à l'égard de la Commission européenne :

a) l'adoption par celle-ci d'une approche souple répondant favorablement aux demandes des États

II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN MEVROUW OLGA ZRIHEN

De Economische Partnerschapsovereenkomsten (EPO's) zijn vrijhandelsovereenkomsten tussen de Europese Unie (EU) en zesenzeventig ontwikkelingslanden van Afrika, de Caraïben en de Stille Oceaan (ACS). Die overeenkomsten stellen de handelsregels vast voor de komende decennia tussen Europa en die landen en hebben betrekking op het leven van miljoenen mensen.

Gedurende verschillende tientallen jaren hebben de ACS-landen preferentieel toegang gehad tot de Europese markt, maar die situatie werd verondersteld periodiek het onderwerp te zijn van een toestemming vanwege de Wereldhandelsorganisatie (een « vrijstelling »), aangezien de voorrang van de ACS-landen discriminerend kon worden genoemd ten opzichte van de andere ontwikkelingslanden die geen ACS-landen zijn. Om dit probleem op te lossen heeft de Europese Commissie de EPO's voorgesteld en in 2000 is met de Overeenkomst van Cotonou overeengekomen dat die akkoorden voor eind 2007 onderhandeld en gesloten dienden te worden. Aangezien ze in de categorie van vrijhandelsakkoorden vallen, zijn de EPO's echter opgevat om de voorrang van de ACS-landen te garanderen, waarbij die landen in ruil daarvoor hun markten moeten openstellen voor de Europese producten.

De ACS-landen hebben altijd begrepen dat de EPO's tot stand zouden komen samen met maatregelen ter ondersteuning van hun ontwikkeling, zodat hun industrieën competitiever kunnen worden en hun economieën meer gediversifieerd. De Europese Unie heeft onmiddellijk bevestigd dat de ontwikkelingsdimensie van de EPO's vervat zit in de zeer ruime vrijmaking van de handel die hiermee gepaard zou gaan. De EU drong er dus op aan dat de ACS-markten niet alleen moesten worden opengesteld voor de goederenhandel — wat zou volstaan om aan de eisen van WHO te voldoen — maar dat de « volledige » EPO's ook de vrijmaking moest inhouden van diensten, investeringen en openbare aanbestedingen, de invoering van mededingingsregels en de grotere bescherming van de intellectuele eigendomsrechten.

In 2009 riepen de ACS-landen nog steeds op om de onderhandelingen te hervatten over die omstreden kwesties. Velen wilden de « volledige » EPO's niet ondertekenen.

Op 25 maart 2009 heeft het Europees parlement acht resoluties aangenomen in verband met de « volledige » EPO van de Caribische eilanden en de zeven interim-EPO's. Deze resoluties bevatten belangrijke eisen aan de Europese Commissie :

a) een soepele benadering door de Commissie waarbij wordt ingegaan op het verzoek van de ACS-

ACP pour une renégociation. Le Parlement européen a reconnu que ces accords comprenaient un certain nombre de dispositions litigieuses. Il a donc été demandé à la Commission d'offrir une souplesse maximale dans la poursuite des négociations, de réagir de manière flexible aux demandes des pays ACP à propos de l'examen des questions litigieuses dans les APE-I ainsi que d'offrir la possibilité pour les pays ACP de renégocier les dispositions sur les questions litigieuses qu'ils souhaitent modifier ou retirer;

b) l'arrêt de pression sur les pays ACP à propos d'engagements additionnels dans les APE complets. Le Parlement a reconnu que les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'exigeaient pas des pays qui négocient les APE de procéder à la libéralisation dans les domaines des services, investissements, marchés publics, droits de propriété intellectuelle, et de la concurrence. Les négociations sur ces questions devraient seulement avoir lieu lorsque les deux parties sont disposées à le faire;

c) l'existence d'alternatives pour les pays ACP qui ne sont pas en mesure de conclure un APE. Le Parlement a ainsi invité la Commission à fournir des solutions qui garantissaient l'accès aux marchés pour les pays qui ne souhaitaient pas s'engager dans l'APE complet (conformément aux exigences de l'Accord de Cotonou).

Malgré les diverses prises de position du Parlement européen au cours de l'année 2009, la Commission :

1. continue d'insister sur une élimination des tarifs douaniers pour 80 % des échanges en quinze ans, ce même si aucune règle de l'OMC ne l'exige, tout en rejetant systématiquement des offres moins ambitieuses venant d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale;

2. refuse de réviser tout APE intérimaire et, au contraire, fait pression sur les pays pour les signer (même si ceux-ci maintiennent des réserves sur les dispositions que ces accords contiennent);

3. considère l'entrée en « APE complet » — pourtant non requis pour la compatibilité avec les règles de l'OMC — comme seul contexte dans lequel un certain nombre de questions contentieuses sur les APE intérimaires peuvent être rediscutées;

4. continue de faire pression sur les pays ACP pour inclure des engagements supplémentaires dans les APE qui ne sont pourtant pas requis ni par l'OMC, ni par l'Accord de Cotonou;

Au regard de l'impasse dans laquelle se trouvent actuellement les APE, la présente proposition tend à initier un processus de rapprochement entre les divers

landen om de onderhandelingen over de EPO's te hervatten. Het Europees Parlement heeft erkend dat die overeenkomsten een aantal omstreden bepalingen bevatten. De Commissie werd dus gevraagd om de verdere onderhandelingen zo soepel mogelijk te voeren, om zich flexibel op te stellen tegenover het verzoek van de ACS-landen om de omstreden kwesties in de EPO-I te onderzoeken en om de ACS-landen de mogelijkheid te geven opnieuw te onderhandelen over de bepalingen van de omstreden kwesties die ze zouden willen veranderen of opheffen;

b) het stopzetten van de druk die op de ACS-landen wordt uitgeoefend inzake bijkomende verplichtingen binnen de volledige EPO's. Het parlement heeft toegegeven dat de regels van de Wereldhandelsorganisatie (WHO) niet van de landen die over EPO-akkoorden onderhandelen vereisen dat er een liberalisering plaatsvindt op het vlak van de diensten, investeringen, openbare aanbestedingen, auteursrechten en concurrentie. De onderhandelingen over die kwesties zouden enkel moeten plaatsvinden wanneer beide partijen daartoe bereid zijn;

c) alternatieven aan te bieden aan de ACS-landen die geen EPO's kunnen sluiten. Het Parlement nodigt zo de Commissie uit om oplossingen aan te reiken die de markttoegang waarborgen voor landen die geen volledige EPO's willen sluiten (in overeenstemming met de eisen van de Overeenkomst van Cotonou).

Ondanks de verschillende stellingnames van het Europees Parlement in de loop van 2009 :

1. blijft de Commissie erop aandringen dat de douanetarieven voor 80 % van de handel moeten verdwijnen op vijftien jaar tijd, hoewel geen enkele WHO-regel dit oplegt, waarbij ze systematisch de minder ambitieuze voorstellen van West- en Centraal-Afrika blijft verwerpen;

2. weigert de Commissie elke interim-EPO te herzien en oefent ze zelfs druk uit op de landen om die te ondertekenen (ook al blijven die landen twijfels hebben over de bepalingen van die overeenkomsten);

3. beschouwt de Commissie de toetreding tot de « volledige » EPO — wat nochtans niet vereist is om in overeenstemming te zijn met de WHO-regeling — als de enige context waarbinnen een aantal betwiste bepalingen over de interim-EPO's opnieuw kunnen worden besproken;

4. blijft de Commissie druk uitoefenen op de ACS-landen om bijkomende verbintenissen op te nemen in de EPO's, wat nochtans niet opgelegd wordt door de WHO, noch door de Overeenkomst van Cotonou.

Gelet op de impasse waarin de EPO's momenteel zitten, strekt dit voorstel ertoe een toenaderingsproces in gang te zetten tussen de verschillende betrokken

parties à ces accords tout en privilégiant le droit au développement des pays ACP.

III. AUDITION DU 17 JANVIER 2012 DE M. MARC VANHEUKELEN, CHEF DE CABINET DU COMMISSAIRE EUROPÉEN AU COMMERCE, ET DE M. GÉRARD KARLSHAUSEN (CNCD)

A. Exposé de M. Marc Vanheukelen, chef de cabinet du commissaire européen au Commerce

L'intervenant esquissera tout d'abord le cadre général et parlera ensuite de l'état d'avancement des négociations.

Cadre général

Les accords de partenariat économique (APE) ont été instaurés en 2000. À l'époque, il avait été convenu, dans le cadre de l'Accord de Cotonou, que l'Union européenne et les pays ACP développeraient leurs relations commerciales sur une nouvelle base en raison de l'incompatibilité entre l'accord négocié entre les deux entités et les règles de l'OMC. L'un des principes de base de l'OMC est le principe dit de la nation la plus favorisée qui énonce qu'il ne peut y avoir de discrimination entre les partenaires commerciaux sauf si une exonération est accordée à tous les membres de l'OMC ou s'il existe un accord de libre-échange en vertu duquel la majeure partie des biens est exemptée de taxes. Environ 90 % des échanges commerciaux entre les deux partenaires de la zone de libre-échange doivent être totalement libéralisés.

Les négociations ont été entamées en 2004 dans un triple objectif :

- se conformer aux règles de l'OMC;
- appliquer les meilleurs scénarios possibles afin de faire en sorte que le commerce soit un moteur du développement à la lumière des succès enregistrés en Asie;
- promouvoir un processus d'intégration économique régional.

Dans les années 2007 et 2008, c'est dans la région des Caraïbes (CARIFORUM) et du Pacifique que les progrès les plus spectaculaires ont été réalisés. En Afrique, en revanche, les avancées ont été sensiblement moins importantes. La seule exception est l'Afrique australe où un accord économique régional (SADC) est en passe d'aboutir.

partijen waarbij voorrang wordt gegeven aan het recht op ontwikkeling van de ACS-landen.

III. HOORZITTING VAN 17 JANUARI 2012 MET DE HEER MARC VANHEUKELEN, KABINETSCHEF VAN DE EUROPESE COMMISSARIS VOOR HANDEL EN DE HEER GÉRARD KARLSHAUSEN (CNCD)

A. Uiteenzetting van de heer Marc Vanheukelen, kabinetschef van de Europese Commissaris voor Handel

Spreker schetst vooreerst het algemeen kader van de en gaat daarna in op de huidige stand van zaken van de onderhandelingen.

Algemeen kader

De Economische Partnerschapsovereenkomsten (EPO) gingen van start in 2000. Toen werd in het kader van de Overeenkomst van Cotonou afgesproken dat de Europese Unie en de ACP-landen hun handelsrelaties op een nieuwe leest zouden schoeien omdat het akkoord tussen beide entiteiten niet compatibel is met de regels van de WHO. Één van de grondbeginselen van de WHO is het principe van de meest begunstigde natie (*Most Favoured Nation*) die stelt dat er geen discriminatie mag zijn tussen de handelspartners behalve ingeval van een *waiver* (vrijstelling) die gegeven wordt alle leden van de WHO of ingeval van een vrijhandelsakkoord waardoor het grootste gedeelte van de goederen vrij van heffingen is. Ongeveer 90 % van de handel tussen de twee partners van de vrijhandelszone moet volledig geliberaliseerd zijn.

De onderhandelingen werden aangevat in 2004 op basis van drie grote bekommernissen :

- zich conformeren met de regels van de WHO;
- de beste perspectieven opdat handel een motor zou zijn in de ontwikkeling in het licht van successen in Azië;
- het aanzwengelen van een regionaal economisch integratieproces.

Tegen 2007 en 2008 werd de grootste vooruitgang geboekt in de Caraïben (CARIFORUM) en in de gebieden rond de Stille Oceaan. In Afrika werd er echter veel minder vooruitgang geboekt. Uitzondering hierop is het Zuidelijk Afrika waar een regionaal economisch akkoord (SADC) binnen bereik is.

En 2007, trente-six pays avaient signé ou paraphé l'Accord de Cotonou. Dans l'attente de la ratification, l'Accord doit faire l'objet d'une application provisoire. Or, en 2011, les pays signataires n'en étaient pas encore au stade de la ratification ni à celle de l'application provisoire. En Afrique, il n'y avait même que trois pays qui étaient parvenus au final à la ratification ou à l'application provisoire, à savoir l'île Maurice, les Seychelles et Madagascar, ce qui a soulevé un problème sur le plan de la légalité. L'OMC a insisté pour que les échanges entre l'Union européenne et les pays ACP s'organisent sur une nouvelle base. On a proposé à cet effet de modifier le règlement relatif à l'accès au marché. Les pays qui n'auront pas ratifié ni appliqué provisoirement leurs accords d'ici le 1^{er} janvier 2014 n'auront plus accès au marché de l'UE. Cela signifie que ces pays relèveront du système généralisé de préférences ou du système dit de la nation la plus favorisée.

Le règlement sur l'accès au marché et les efforts du commissaire au Commerce, M. De Gucht, ont permis, en 2011, de donner un nouvel élan aux négociations avec les différents blocs régionaux ACP.

Aperçu sur les processus de négociations et de mise en œuvre des APE

Avec Afrique de l'Ouest, l'accord actuellement négocié couvrira le commerce des biens et la coopération au développement. Il contiendra des clauses de rendez-vous pour les services et les chapitres concernant les règles liées au commerce. Dans le cadre des négociations avec plusieurs pays ACP, il y a de grandes réserves pour aller au-delà dans le domaine de la libéralisation des biens et des services. Des négociations seront reprises ultérieurement pour ne pas bloquer la conclusion d'accords en matière de biens.

Avec le groupe APE de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), on a pu faire des progrès, en particulier sur le texte de l'accord. Il y a eu des échanges d'offres d'accès au marché avec la République de l'Afrique du Sud pour améliorer de manière réciproque les termes de l'accès au marché négocié dans l'Accord de commerce, du développement et de la coopération (TDCA) entre l'Afrique du Sud et l'UE. On a également fait des progrès au niveau des services et des investissements. En octobre 2011, le Commissaire au commerce, M. De Gucht, s'est rendu en Afrique du Sud afin d'aboutir à une conclusion étant donné que l'Afrique du Sud est plus avancée du point de vue économique que ses voisins au sein du SADC, mais lié à la plupart d'entre eux par une union douanière.

In 2007 hadden 36 landen de Overeenkomst van Cotonou ondertekend of geparafeerd. In afwachting van ratificatie moet er een voorlopige toepassing van het akkoord komen. In 2011 waren de ondertekende landen echter nog niet in het stadium van ratificatie of voorlopige toepassing. In Afrika waren er zelfs slechts 3 landen die uiteindelijk ratificatie of voorlopige toepassing hadden verwezenlijkt, namelijk Mauritius, de Seychellen en Madagaskar. Daardoor rees een probleem van legaliteit. De WHO drong erop aan dat er een nieuwe basis zou worden uitgewerkt tussen de Europese Unie en de ACP landen. Vandaar werd voorgesteld de *Market Access Regulation* verordening te wijzigen. Landen die tegen 1 januari 2014 hun akkoorden niet hebben geratificeerd of voorlopig niet toegepast, zullen moeten verzaken aan de huidige markttoegang in EU. Dat betekent dat deze landen vallen onder het systeem van de *Generalised System of Preferences* of onder het systeem van Meest Begunstigde Natie (MBN).

De *Market Access Regulation* verordening en de inspanningen van de commissaris voor Handel, de heer De Gucht, hebben in 2011 geleid tot een nieuw elan in de onderhandelingen met de verschillende ACP-regionale blokken.

Overzicht van de EPO-onderhandelingen en de uitvoering ervan

De overeenkomst waarover momenteel wordt onderhandeld, zal voor West-Afrika de goederenhandel en ontwikkelingssamenwerking omvatten. Ze zal rendez-vous-clausules bevatten voor de diensten en de hoofdstukken over de handelsregels. In het kader van de onderhandelingen met meerdere ACS-landen, is er veel terughoudendheid om de vrijmaking van goederen en diensten door te drijven. Er zullen later onderhandelingen hierover worden gevoerd om overeenkomsten inzake goederenhandel niet te blokkeren.

Met de EPO-groep van de *Southern African Development Community* (SADC) kon er vooruitgang worden geboekt in het bijzonder over de tekst van de overeenkomst. Er werden voorstellen tot openstelling van de markt uitgewisseld met de Republiek Zuid-Afrika om de toegangsvoorwaarden tot de markt, vastgelegd in de *Trade, Development and Cooperation Agreement* (TDCA) tussen Zuid-Afrika en de EU, wederzijds te verbeteren. Er is ook vooruitgang geboekt inzake diensten en investeringen. In oktober 2011 trok Europees Commissaris voor handel, de heer De Gucht, naar Zuid-Afrika om tot een overeenkomst te komen aangezien Zuid-Afrika op economisch gebied verder gevorderd is dan zijn buurlanden binnen de SADC, maar gebonden is aan de meeste van die landen via een douane-unie.

Avec la Communauté Est-Africaine, les échanges n'ont repris qu'en septembre 2011. Toutefois, trois séances de négociations ont eu lieu depuis. Les partenaires se sont entendus sur des objectifs et des échéanciers réalistes, et ont pu enregistrer des progrès, surtout dans le domaine de la coopération au développement et de l'agriculture. L'accès au marché ne semble plus être un problème dans cette région.

Avec le groupe Afrique orientale et australie (ESA), les négociations cherchent à étendre la dimension régionale et complète de l'APE intérimaire conclu en 2004. Les échanges ont permis des progrès sur les chapitres concernant les biens, les services et certaines des questions en suspens. D'autres discussions seront nécessaires sur l'agriculture, les règles d'origine et le développement durable. Bien que des progrès aient été faits récemment, la perspective de conclure un accord qui inclurait tous les pays de la région demeure difficile et incertaine. Ceci est dû à la très grande l'hétérogénéité géographique de la région : il y a plusieurs îles et deux pays non limitrophes.

En Afrique centrale, les négociations ont aussi redémarré en 2011, après un long silence. Quatre réunions de négociations techniques ont été organisées. Bien qu'il y ait une attitude constructive de la partie centrafricaine de faire aboutir ces négociations, — et notamment le chapitre des services très avancé, il reste du travail à faire. Les principales questions en suspens sont l'accès au marché et les mesures d'accompagnement.

Dans le Pacifique, de bons progrès ont été effectués avec la mise en œuvre de l'APE intérimaire ratifié par l'UE et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Enfin, les Caraïbes sont la seule région à avoir conclu un APE complet jusqu'à ce jour. On travaille avec ces partenaires pour remplir un certain nombre d'étapes relatives à la mise en œuvre de cet APE, qui est en train de se dérouler à l'heure actuelle. Les expériences faites à ce jour avec cet accord pionnier peuvent aussi rassurer ceux qui ont exprimé leurs préoccupations par rapport aux incidences défavorables de l'ouverture des marchés dans les pays les plus pauvres.

Par ailleurs, dans ce même cadre, on a conclu un accord très ambitieux en matière d'accès au marché et jusqu'à maintenant il n'y pas encore eu d'indications de retombées négatives. Cette ouverture de marché constitue un levier pour l'accélération de la croissance dans les pays en question notamment les pays de l'Asie du Sud-est. Elle illustre le lien que peut exister entre le commerce, d'une part, et le développement, d'autre part.

Met de Oost-Afrikaanse Gemeenschap werden de onderhandelingen pas in september 2011 hervat. Sindsdien vonden er echter drie onderhandelingsrondes plaats. De onderhandelaars zijn het eens geworden over realistische doelstellingen en termijnen en konden vooruitgang boeken, vooral op het vlak van ontwikkelingssamenwerking en landbouw. De toegang tot de markt lijkt geen probleem meer te zijn in die regio.

Met de groep Oostelijk en Zuidelijk Afrika (ESA) wordt in de onderhandelingen gezocht naar een uitbreiding van de volledige en regionale dimensie van de in 2004 gesloten interim-EPO. Dankzij de besprekingen werd er vooruitgang geboekt over de hoofdstukken inzake goederen, diensten en bepaalde hangende problemen. Er zullen nog besprekingen nodig zijn over landbouw, regels van oorsprong en duurzame ontwikkeling. Hoewel er recentelijk vooruitgang is geboekt, blijft het vooruitzicht om een overeenkomst te sluiten die alle landen van de regio zou omvatten, moeilijk en onzeker. Dat is toe te schrijven aan de grote geografische verscheidenheid van de regio : er zijn verschillende eilanden en twee niet-aangrenzende landen.

In Centraal-Afrika werden de onderhandelingen ook hervat in 2011, na een lange stilte. Vier technische onderhandelingsrondes vonden plaats. Hoewel er van Centraal-Afrikaanse kant een constructieve houding is om die onderhandelingen te doen slagen, — en met name het erg ver gevorderde hoofdstuk van de diensten — moet er nog veel werk worden verzet. De belangrijkste hangende problemen zijn de toegang tot de markt en de steunmaatregelen.

Wat de Stille Oceaan betreft, werd er behoorlijk wat voortgang gemaakt met de uitvoering van de interim-EPO die door de EU en Papoea-Nieuw-Guinea werd geratificeerd.

De Caraïben ten slotte zijn de enige regio die tot op heden een volledige EPO heeft gesloten. Met die partners worden een aantal fasen uitgewerkt voor de uitvoering van die EPO die nu vorm krijgt. De huidige ervaring met die pioniersovereenkomst, kan ook degenen geruststellen die bezorgd waren over de ongunstige gevolgen van het openstellen van de markten in de armste landen.

Bovendien is er in datzelfde kader een erg ambitieuze overeenkomst gesloten over de toegang tot de markt en tot op heden wijst niets op negatieve gevolgen. Die openstelling van de markt is een hefboom om de groei te versnellen in de betrokken landen, met name in de Zuidoost-Aziatische landen. Ze toont aan dat er een verband kan bestaan tussen handel enerzijds en ontwikkeling anderzijds.

La présente proposition de résolution exprime des soucis relatifs à l'existence du déséquilibre entre les pays ACP et l'UE dans les négociations en vue d'un APE. En ce qui concerne les inquiétudes exprimées concernant l'approche de la Commission dans ces négociations, cette dernière a fait preuve de la plus grande souplesse et flexibilité. Ainsi, par exemple, les clauses de sauvegardes ont été amplifiées pour permettre aux ACP de se protéger dorénavant contre un accroissement des importations provenant de l'UE.

En ce qui concerne la question de l'ouverture réciproque, dans le cadre de l'OMC on part de l'hypothèse que 90 % des échanges devraient être libéralisées. On ne veut cependant pas que ce chiffre devienne un fétiche. Une approche beaucoup plus détaillée a été explorée avec les partenaires ACP. On examine conjointement, produit par produit, les effets d'une libéralisation des lignes tarifaires pour s'assurer que le résultat correspond aux besoins de développement du pays ou de la région.

La proposition de résolution exprime aussi des craintes quant à l'accompagnement de l'Union européenne des négociations avec les pays ACP. Il n'y aurait pas suffisamment d'aide pour permettre à ces pays d'utiliser au mieux les occasions d'échanges apportées par le commerce.

Les dernières années, les pays d'UE ainsi que la Commission ont considérablement augmenté leur aide en matière d'*Aid for Trade* qui s'élève actuellement à 4 milliards d'euro par an.

Un accord de libre échange peut engendrer des pertes de revenus, s'il y une libéralisation des importations en provenance des pays voisins ou de l'Union européenne. Mais il reste nécessaire que les pays mettent sur pied un système de fiscalité directe beaucoup plus moderne ainsi qu'un dispositif de TVA. Souvent les impôts aux importations revêtent un caractère inéquitable à l'égard des plus pauvres qui subissent souvent l'augmentation des coûts occasionnés par les tarifs douaniers.

Les APE ne peuvent qu'appuyer l'intégration économique régionale encore sous-développée. C'est aux ACP concernés de créer la convergence régionale et de mettre en cohérence les engagements — parfois contradictoires — qu'ils ont pris dans plusieurs régions à la fois.

L'intervenant conclut en affirmant que de nombreux progrès ont été enregistrés dans le CARIFORUM et dans les régions du Pacifique. L'UE espère encore pouvoir conclure un grand accord de partenariat avec les pays africains en 2012. À cet égard, l'Afrique australe et occidentale présentent les meilleures perspectives. Il faudra encore un peu plus de temps pour l'Afrique centrale et orientale. Ce processus doit être clôturé au plus tard pour le 1^{er} janvier 2014, sinon l'UE se trouvera dans une position très délicate au sein

Dit voorstel van resolutie drukt bezorgdheid uit over het gebrek aan evenwicht tussen de ACS-landen en de EU in de EPO-onderhandelingen. Wat de bezorgdheid betreft over de aanpak van de Commissie in de onderhandelingen, heeft laatstgenoemde blijk gegeven van zeer veel soepelheid en flexibiliteit. Zo werden de waarborgclauses uitgebreid om de ACS-landen in staat te stellen zich voortaan te beschermen tegen een grotere invoer vanuit de EU.

Wat het probleem van de wederzijdse openstelling van de markten betreft, gaat men er in het kader van de WHO vanuit dat 90 % van de handel moet vrijgemaakt worden. Dat cijfer mag echter geen fetisj worden. Een veel gedetailleerdere benadering werd met de ACS-landen onderzocht. Men bekijkt samen, product per product, de gevolgen van een vrijmaking van de tarieflijnen om er zeker van te zijn dat het resultaat overeenkomt met de ontwikkelingsbehoeften van het land of de regio.

Het voorstel van resolutie drukt ook bezorgdheid uit over de begeleiding van de EU van de onderhandelingen met de ACS-landen. Er zou niet genoeg hulp zijn om die landen in staat te stellen de kansen die de handel biedt zo goed mogelijk te benutten.

De afgelopen jaren hebben de EU-landen en de Commissie hun steun voor *Aid for Trade*, die momenteel 4 miljard euro per jaar bedraagt, aanzienlijk opgetrokken.

Er kan inkomstenderving ontstaan door een vrijhandelsakkoord wanneer de invoer uit de buurlanden of de EU wordt vrijgemaakt. Maar de landen moeten een veel moderner systeem van directe belastingen en een BTW-regeling invoeren. Vaak zijn de belastingen op invoer niet billijk voor de armsten die vaak de hogere kosten, veroorzaakt door de douanetarieven, moeten dragen.

De EPO's mogen enkel de nog onderontwikkelde regionale economische integratie ondersteunen. De betrokken ACS-landen moeten werk maken van de regionale convergentie en zorgen voor meer coherente in de soms tegenstrijdige verbintenissen die zij in verschillende regio's tegelijk zijn aangegaan.

Spreker concludeert dat er veel vooruitgang is geboekt in CARIFORUM en in de gebieden rond Stille Oceaan. De EU hoopt nog in 2012 één groot partnerschapsakkoord met de Afrikaanse landen te kunnen afsluiten. In dit verband liggen de kansen het best voor Zuidelijke en Westelijk Afrika. Voor Centraal en oostelijk Afrika zal nog wat meer tijd nodig zijn. Dit proces moet afgesloten ten laatste tegen 1 januari 2014, anders zal de EU in een zeer moeilijke positie belanden binnen de WHO. De EU moet een

de l'OMC. L'UE doit conclure un accord de libre-échange caractérisé par un degré élevé de réciprocité, comme elle l'avait déjà promis à l'OMC en 2000. L'UE fournira un accès 100 % libre à son marché. Pour les pays ACP, cet accès sera vraisemblablement libre à raison de 80 %. Au cours des deux dernières années, l'UE a fait preuve d'une très grande flexibilité pour réaliser ces accords.

L'UE entend faire preuve de bonne volonté, mais elle ne peut accepter que des pays tels que le Kenya, le Ghana, la Côte d'Ivoire, qui ne sont pas considérés comme des pays les moins avancés, refusent d'accorder le statut de nation la plus favorisée à l'UE, alors que le Kenya serait disposé à l'accorder à la Chine. L'UE exige d'obtenir les mêmes conditions que la Chine.

B. Exposé de M. Gérard Karlshausen (CNCD)

L'orateur est en charge des politiques européennes au CNCD et à ce titre coordinateur du groupe de travail sur Cotonou des ONG belges et membre du groupe de travail sur Cotonou de Concord, la Confédération européenne des ONG.

Le Groupe Cotonou Belge est un groupe fédéral (qui réunit notamment les deux grandes coupoles Nord-Sud et plusieurs de leurs membres) : il travaille avec un réseau de plates-formes et d'associations de la société civile dans 15 pays ACP avec notamment comme objectif de relayer leurs préoccupations.

Et celles-ci sont nombreuses concernant le volet commercial de l'Accord de Cotonou : ces fameux APE. Certains de nos partenaires ACP suivent d'ailleurs de très près les négociations dans leurs régions respectives.

Un exemple récent de ce travail conjoint fut une rencontre à Lomé en décembre dernier en marge de l'assemblée parlementaire paritaire UE-ACP non seulement avec les ONG togolaises mais aussi avec les représentants de plates-formes paysannes de sept pays de l'Afrique de l'Ouest. Ces derniers restent fort inquiets sur le résultats des négociations des APE.

L'orateur précise qu'il ne parle pas au nom de la société civile ACP, mais qu'il souhaite rapporter les diverses questions et préoccupations qu'elle a face aux APE, préoccupations que comme organisations belges et européennes nous partageons amplement.

Il ne s'agit ici nullement de s'opposer au commerce ni même à certaines mesures de libéralisation de celui-ci. Le commerce reste un puissant levier de développement

vrijhandelsakkoord sluiten met een hoge mate van reciprociteit, zoals ze het reeds in 2000 beloofd had aan de WHO. De EU zal 100 % vrije marktoegang aanbieden en voor de ACP landen zal dit waarschijnlijk gemiddeld 80 % bedragen. De EU heeft de laatste twee jaar heel veel flexibiliteit aan de dag gelegd om die akkoorden te realiseren.

De EU wil goodwill tonen, maar kan niet aanvaarden dat landen zoals Kenia, Ghana, Ivoorkust, die niet als *Least Developed Country* (LDC) worden beschouwd, weigeren de EU het statuut van Meest Begunstigde Natie (MBN) toe te kennen, terwijl Kenia dit wel zou doen voor China. De EU eist dat zij dezelfde voorwaarden krijgt als China.

B. Uiteenzetting van de heer Gérard Karlshausen (CNCD)

Spreker is in de CNCD belast met het Europees beleid en is daarbij coördinator van de werkgroep van de Belgische NGO's voor Cotonou en lid van de werkgroep voor Cotonou van Concord, de Europese Confederatie van NGO's.

De Belgische Cotonougroep is een federale groep (die de 2 grote Noord-Zuid koepels en verscheidene van hun leden verenigt) : hij werkt samen met een netwerk van platformen en verenigingen van het middenveld in 15 ACS-landen met onder andere als doelstelling de spreekbuis te zijn voor hun bezorgdheden.

Wat het handelsgedeelte van de Overeenkomst van Cotonou betreft, zijn die talrijk : de fameuze EPO's. Sommige van onze ACS-partners volgen de onderhandelingen in hun respectieve regio overigens op de voet.

Een recent voorbeeld van die gezamenlijke arbeid was een ontmoeting in december jongstleden in Lomé, in de marge van de paritaire parlementaire assemblée EU-ACS, niet alleen met de Togolese NGO's, maar ook met de vertegenwoordigers van de plattelandsplatforms van 7 landen van West-Afrika. Zij blijven heel ongerust over de resultaten van de onderhandelingen over de EPO's.

Spreker verklaart dat hij niet in naam van het maatschappelijk middenveld in de ACS spreekt, maar dat hij verslag wil uitbrengen over diverse problemen en bezorgdheden die het heeft in verband met de EPO's, zorgen die de Belgische en Europese organisaties in hoge mate delen.

De heer Karlshausen wil zich zeker niet verzetten tegen de handel en zelfs niet tegen bepaalde maatregelen om hem te liberaliseren. Handel blijft een

pement et dans certains cas, libéraliser les relations commerciales peut s'avérer une nécessité. Mais tout cela doit se faire dans la concertation, en tenant compte des réalités et des possibilités des deux partenaires.

L'intégration régionale est aussi un processus que les sociétés civiles de part et d'autre soutiennent avec force. Or, si elle était un des objectifs des APE, nous devons maintenant constater que l'évolution de ceux-ci a plutôt tendance à diviser les ACP : la négociation d'APEi avec certains pays, le début de négociations sur les services avec quelques pays « intéressés ». De plus, il ne faut pas réduire la question de l'intégration régionale à la question commerciale. C'est un processus multiforme qui est complexe et demande du temps.

Or, il est certain que la façon dont la Commission européenne a mené les négociations en vue de parvenir à la conclusion d'accords commerciaux avec les ACP a créé un profond malaise et ceci pas seulement avec les organisations de la société civile mais aussi avec de nombreux gouvernements et représentants politiques de ce pays. Quoi qu'on en dise, les pressions exercées sur les négociateurs ACP, le timing imposé, l'impression que les attentes spécifiques des pays concernés étaient peu prises en compte ont fâché ces derniers. On le voit une nouvelle fois avec le chantage exercée aujourd'hui par la Commission qui exige des pays ACP qui sous la pression sont rentrés dans un APE intérimaire fin 2007 de les priver d'accès préférentiel au marché européen si ces accord ne sont pas ratifiés pour début 2014. Alors que les régions ACP ont accepté, après des mois de blocage, de relancer les négociations, est-ce bien le moment de les fâcher par de telles menaces ? Nos organisations tant ACP qu'européennes demandent la fin de ces pressions.

Les relations entre l'Europe et les pays ACP sont difficiles parce que les négociations sur le APE, sur le modèle préconisé par l'Europe, sont perçues comme contraire à l'esprit de Cotonou qui se base sur un partenariat d'égal à égal et un réel dialogue politique. Ceci invite les ACP et notamment les pays d'Afrique à se tourner de plus en plus vers d'autres partenaires comme la Chine ou le Brésil. L'Europe, avec son approche qui promeut le développement durable et le respect des droits de l'Homme sort aussi perdante de ce processus.

Quels sont les principaux problèmes et les alternatives possibles identifiées par les organisations de la société civile ACP ?

krachtige hefboom voor ontwikkeling en in sommige gevallen kan het liberaliseren van de handelsrelaties noodzakelijk zijn. Dat alles moet echter in overleg gebeuren, rekening houdend met de werkelijkheid en de mogelijkheden van beide partners.

Regionale integratie is tevens een proces dat het maatschappelijke middenveld aan beide zijden met kracht steunt. Het was een van de doelstellingen van de EPO's, maar nu moeten we vaststellen dat ze veeleer de ACS-landen dreigen te verdelen : de onderhandelingen over interim-EPO's met bepaalde landen, het begin van de onderhandelingen over de diensten met enkele « geïnteresseerde » landen. Men mag bovendien het probleem van de regionale integratie niet herleiden tot het handelsprobleem. Het is een veelvormig proces dat complex is en tijd vergt.

Het staat vast dat de wijze waarop de Europese Commissie de onderhandelingen heeft gevoerd om tot het sluiten van handelsakkoorden met de ACS-landen te komen, een diep onbehagen heeft geschapen, niet alleen bij de organisaties van het middenveld, maar ook bij heel wat regeringen en politieke vertegenwoordigers van die landen. Wat er ook van zij, de druk op de ACS-onderhandelaars, de opgelegde timing, de indruk dat weinig rekening werd gehouden met de specifieke verwachtingen van de betreffende landen, hebben kwaad bloed gezet bij die landen. Dat zien we eens te meer met de chantage van de Commissie die eist dat de ACS-landen die onder druk eind 2007 zijn toegetreden tot een interim-EPO, de preferentiële toegang tot de Europese markt wordt ontzegd wanneer die akkoorden niet tegen begin 2014 geratificeerd zijn. Nu de ACS-landen na maanden van blokkering aanvaard hebben de onderhandelingen te hervatten, is dit dan het moment ze met dergelijke bedreigingen boos te maken ? Onze organisaties, zowel aan ACS-kant als in Europa, vragen dat een einde komt aan die druk.

De relatie tussen Europa en de ACS-landen is moeilijk, omdat de onderhandelingen over de EPO's, over het model dat Europa voorstaat, als strijdig worden gezien met de geest van Cotonou, dat gebaseerd is op een partnerschap tussen gelijken en op een echte politieke dialoog. Dat leidt ertoe dat de ACS-landen, en met name de Afrikaanse landen, zich steeds meer tot andere partners gaan wenden, zoals China of Brazilië. Europa, met zijn aanpak voor duurzame ontwikkeling en eerbiediging van de mensenrechten, komt eveneens als verliezer uit dit proces.

Wat zijn de belangrijkste problemen en de mogelijke alternatieven die de organisaties van het maatschappelijk middenveld van de ACS-landen zien ?

1. Le commerce des marchandises :

Suite à l'impasse à laquelle ont conduit les négociations APE, la Commission a semblé jeter un peu de lest en 2010, et se satisfaire, en tous cas dans un premier temps, d'accords qui ne concerneraient que les marchandises (et pas par exemple les services). Mais elle continue à s'accrocher de façon dogmatique à une clé qui exigerait des pays ACP une libéralisation au minimum de 80 % alors que l'OMC ne fixe aucun seuil précis. Diverses régions ACP ont fait des efforts en ce sens mais sans mettre trop en danger leurs productions. C'est le cas de l'Afrique de l'Ouest... qui arrive à 70 %. Mais ce n'est jamais assez pour la Commission alors que les mouvements paysans notamment ont démontré filières par filières le danger d'une libéralisation accrue pour l'avenir de l'agriculture dans ces pays. Des progrès réels comparés à l'opposition que les APE soulevait dans la société civile il y encore quelques années ont été accomplis. La Commission, prétendant en cela faire preuve de souplesse, accepte maintenant une approche produit par produit. Mais elle continue aussi de cette façon à repousser le plafond des mesures de libéralisation. Il est important, pour ramener la sérénité et placer les APE dans de réelles perspectives de développement, que la Commission fasse preuve de souplesse, soit à l'écoute des attentes des ACP et de leurs sociétés civiles et construise un modèle de libéralisation du commerce des marchandises :

— qui respecte les plafonds et délais fixés par les ACP ?

— qui permette de revenir sur certains aspects des APEI, en dehors de la conclusion d'APE régionaux ? Les APEi ont été paraphés dans la précipitation et sous la menace de voir se fermer le marché européen. Divers pays ACP signataires ont ensuite constatés que des aspects de ces accords les desservaient sensiblement. Ils doivent les modifier au cas par cas... En fait, la CNCD demande que les APEi soient suspendus dans leur forme actuelle et que l'on en revienne à de véritables négociations au niveau de chaque région;

— qui n'engage pas les pays signataires dans l'obligation d'autres négociations, comme les clauses de rendez-vous sur le commerce des services ? Et s'il y des clauses de rendez-vous, elles ne doivent pas être trop détaillées en obligeant les pays à s'engager déjà sur certaines modalités.

1. Goederenhandel :

Na de impasse waartoe de EPO-onderhandelingen hebben geleid, leek de Commissie in 2010 wat ballast uit te werpen en zich dan toch in een eerste fase tevreden te stellen met overeenkomsten die alleen over goederen gingen (en bijvoorbeeld niet over diensten). Ze blijft zich echter dogmatisch vastklampen aan een sleutel die van de ACS-landen een liberalisering eist van minstens 80 %, terwijl de WHO geen precieze drempel vastlegt. Verscheidene ACS-regio's hebben inspanningen in die zin geleverd, maar zonder hun productie te zeer in gevaar te brengen. Dat geldt voor West-Afrika, dat 70 % haalt. Voor de Commissie is het echter nooit genoeg, terwijl de boerenbewegingen per filière het gevaar van meer liberalisering hebben aangetoond voor de toekomst van de landbouw in die landen. In vergelijking met het verzet dat de EPO's enkele jaren geleden nog opriepen in het maatschappelijk middenveld is reële vooruitgang geboekt. De Commissie, die zich hierin soepel wil opstellen, accepteert nu een aanpak per product. Ze blijft echter op die manier ook de bovenlimieten van de liberaliseringsmaatregelen verhogen. Om de sereniteit terug te brengen en met de EPO's een echt perspectief op ontwikkeling te bieden, is het belangrijk dat de Commissie blijk geeft van soepelheid, naar de verwachtingen van de ACS-landen en hun maatschappelijk middenveld luistert en een model opbouwt voor de liberalisering van de goederenhandel :

— dat de bovenlimieten en de termijnen die de ACS-landen hebben vastgelegd in acht neemt;

— dat mogelijk maakt dat wordt teruggekomen op bepaalde aspecten van de interim-EPO's, buiten het sluiten van regionale EPO's. De interim-EPO's werden overhaast en onder de dreigende sluiting van de Europese markt geparafeerd. Verscheidene ondertekende ACS-landen hebben vervolgens vastgesteld dat bepaalde aspecten van die overeenkomsten sterk in hun nadeel waren. Ze moeten ze geval per geval wijzigen ... Eigenlijk vraagt de CNCD dat de interim-EPO's in hun huidige vorm geschorst worden en dat men terugkeert naar echte onderhandelingen op het niveau van elke regio;

— dat de ondertekende landen niet verwikkelt in de verplichting van andere onderhandelingen, zoals de rendez-vous-clauses op de handel in diensten. En indien er rendez-vous clauses zijn, dan moeten ze niet te gedetailleerd zijn door de landen ertoe te verplichten zich al tot bepaalde modaliteiten te verbinden.

2. Le commerce des services et les thèmes de Singapour :

Une autre tension au sein des négociations APE est la volonté de la Commission d'y intégrer la libéralisation des services et des sujets liés au commerce appelés les thèmes de Singapour, notamment les investissements et les marchés publics. Le Commissaire européen au Commerce, M. De Gucht, a fait des appels réitérés à négocier ces questions car elles sont importantes pour le développement de l'économie mondiale.

Mais, les déséquilibres entre les deux blocs sont immenses et libéraliser plus encore ces domaines risquent de priver les Etats ACP d'espaces et de moyens permettant de promouvoir leurs propres politiques industrielles en soutenant les acteurs locaux. Il faut mettre fin à toute pression et laisser chaque région juger si dans certains secteurs, elle souhaite librement et sans contrainte ouvrir des négociations sur certains domaines.

3. Les pertes de droits de douane et le volet développement des APE :

La suppression des droits de douane va engendrer des pertes importantes de revenu pour les Etats ACP. Les dernières évaluations par exemple pour l'Afrique de l'Ouest se chiffrent à 1,8 milliard d'euros. Afin de les compenser et de permettre à ces pays de mettre leurs économies en état de profiter d'un meilleur accès au marché mondial et plus spécifiquement européen, afin de faire des APE des outils de développement et non pas d'appauvrissement, la société civile ACP et européenne est préoccupée par trois tendances de la Commission :

— d'une part les fonds que la Commission se dit prête à débloquer pour compenser les pertes et dangers dus aux APE semblent souvent très insuffisant eu égard aux défis à relever;

— d'autre part, ces fonds ne peuvent être puisés dans les budgets actuellement prévus pour le développement comme le Fonds européen de développement. Ce serait déshabiller Paul pour habiller Pierre et donc un marché de dupes pour les ACP;

— enfin, la volonté de la Commission de remplacer les droits de douane par des instruments de mobilisation de la fiscalité interne aux ACP comme la TVA. Or ces instruments sont souvent néfastes aux populations et économies locales.

2. De dienstenhandel en de Singapore-thema's :

Wat eveneens aanleiding geeft tot spanningen bij de EPO-onderhandelingen is de wil van de Commissie om er liberalisering van de diensten en de thema's rond handel, de zogenaamde Singapore-thema's, met name de investeringen en de overheidsopdrachten, op te nemen. Europees Commissaris voor handel, de heer De Gucht, deed herhaalde oproepen om over die problemen te onderhandelen, omdat ze belangrijk zijn voor de ontwikkeling van de wereldconomie.

De onevenwichten tussen beide blokken zijn echter reusachtig en die gebieden nog meer liberaliseren, dreigt de ACS-landen de ruimte en de middelen te onttrekken om hun eigen industrieel beleid te ontwikkelen met ondersteuning van de plaatselijke spelers. Er moet een einde worden gemaakt aan elke druk en elke regio moet zelf kunnen oordelen of hij in bepaalde sectoren vrij en zonder dwang onderhandelingen wil aanvatten over bepaalde thema's.

3. Verlies van douanerechten en het deel van de EPO's over ontwikkeling :

Het opheffen van de douanerechten zal belangrijke verliezen veroorzaken voor de ACS-landen. De laatste ramingen voor bijvoorbeeld West-Afrika bedragen 1,8 miljard euro. Om dat verlies te compenseren en die landen de kans te geven hun economieën een betere toegang tot de wereldmarkt, meer specifiek tot de Europese markt, te bieden, om van de EPO's ontwikkelings- en geen verarmingstools te maken, maakt het maatschappelijk middenveld van de ACS-landen en van Europa zich zorgen over drie trends bij de Commissie :

— enerzijds lijken de fondsen waarvan de Commissie zegt dat ze ze wil vrijmaken om de verliezen en de gevaren als gevolg van de EPO's te compenseren, volstrekt ontoereikend, gelet op de uitdagingen;

— anderzijds mogen die fondsen niet worden geput uit de huidige budgetten voor ontwikkeling, zoals het Europees Ontwikkelingsfonds. Dan neemt men met de ene hand terug wat men met de andere gegeven heeft, wat een vorm van oplichting van de ACS-landen is;

— de wil van de Commissie ten slotte om de douanerechten te vervangen door instrumenten om de interne fiscaliteit van de ACS-landen in te zetten, zoals de BTW. Die instrumenten zijn vaak nefast voor de lokale bevolking en de economie.

4. La clause NPF :

Un dernier point qui peut sembler secondaire, mais qui empoisonne réellement les négociations, c'est l'exigence de voir intégrée dans les APE la clause de la Nation la plus Favorisée qui obligeraient les états ACP à octroyer à l'UE tous les avantages qu'ils donneraient à d'autres partenaires (même du Sud). Cette clause priverait une nouvelle fois les ACP d'un espace politique de gestion de leur développement, leur interdisant de moduler leurs accords selon leurs partenaires.

Il y a bien d'autres pierres d'achoppement dans les négociations APE et elles varient d'ailleurs d'une région à l'autre. Mais les quatre précitées sont vraiment des points de rupture pour les organisations de la société civile ACP et européennes. De plus en plus de voix s'élèvent pour souligner que le monde a changé en 10 ans (2002-2012) : les crises sont passées par là, de nouveaux interlocuteurs sont apparus sur la scène internationale. Ou l'Europe en tient réellement compte et relance des négociations qui redonnent confiance aux partenaires ACP ou le risque d'un échec est patent. Peut-être d'autres accords seront-ils signés mais seront-ils réellement mis en œuvre et porteront-ils un développement durable ? Il est permis d'en douter. Lors du comité de suivi de la CEDEAO et la 7^e session des ministres du Commerce de l'UA en novembre dernier, ceux-ci ont déclaré que la non-signature des APE aurait un coût moindre que les conséquences de la mise en œuvre de ceux-ci. Il faut donc rectifier le tir. Pour la société civile, l'abandon des APE dans leur forme actuelle serait la meilleure solution. Au niveau commercial, des alternatives existent. Ainsi la société civile soutient les propositions de l'Union africaine, dans le cadre de la révision en cours du Système des préférences généralisées, d'étendre les avantages de « tout sauf les armes » aux régions comprenant une majorité de PMA. (Accord non-réiproque)

Mais s'il faut poursuivre dans la voie des APE, il faut tenir compte de ces remarques et ceci, dans une transparence accrue qui associe les milieux parlementaires et la société civile des différentes régions. C'est pourquoi, l'orateur espère que le parlement belge saura proposer aux représentants de la Belgique dans les négociations APE une approche novatrice au bénéfice d'un développement réellement équitable et durable.

4. De MBN-clausule :

Een laatste punt, dat secundair kan lijken maar dat de onderhandelingen echt vergiftigt, is de eis dat in de EPO's de Meest Begunstige Natie-clausule wordt opgenomen. Dat zou de ACS-landen ertoe verplichten de EU alle voordelen toe te kennen die ze aan andere partners (zelfs van het Zuiden) geven. Die clausule zou de ACS-landen eens te meer een politieke ruimte ontfangen waarin ze hun ontwikkeling kunnen beheren, omdat hun verboden wordt hun overeenkomsten aan te passen aan hun partners.

Er zijn nog heel wat andere struikelstenen in de EPO-onderhandelingen en ze variëren trouwens van regio tot regio. De vier bovenstaande zijn echter echte breekpunten voor de organisaties van het maatschappelijk middenveld in de ACS-landen en in Europa. Er gaan steeds meer stemmen op die zeggen dat de wereld in 10 jaar (2002-2012) veranderd is : er zijn crisissen geweest, er zijn nieuwe gesprekspartners opgedoken op het internationaal toneel. Ofwel houdt Europa daar werkelijk rekening mee en hervat het onderhandelingen die de ACS-partners opnieuw vertrouwen geven, ofwel is het risico op een mislukking duidelijk. Misschien zullen andere akkoorden worden ondertekend, maar zullen ze werkelijk worden uitgevoerd en zullen ze een duurzame ontwikkeling met zich brengen ? Dat valt te bewijfelen. Bij het follow-up-comité van de CEDEAO en de 7e zitting van de ministers van Handel van de Afrikaanse Unie in november jongstleden, hebben die laatsten verklaard dat de kostprijs van het niet ondertekenen van de EPO's lager zou zijn dan de gevolgen van de uitvoering ervan. Er moet dus een en ander worden aangepast. Voor het maatschappelijk middenveld is het opgeven van de EPO's in hun huidige vorm de beste oplossing. Er zijn alternatieven op handelsniveau. Het maatschappelijk middenveld steunt bijvoorbeeld de voorstellen van de Afrikaanse Unie, in het raam van de huidige herziening van het stelsel van algemene preferenties, om de voordelen van « alles behalve wapens » uit te breiden tot de regio's met een meerderheid van minst ontwikkelde landen. (niet wederkerig akkoord)

Men moet echter verdergaan op de weg van de EPO's, men moet rekening houden met die opmerkingen en wel in grotere transparantie, waarbij de parlementaire kringen en het maatschappelijk middenveld van de diverse regio's betrokken worden. Spreker hoopt daarom dat het Belgisch parlement de Belgische vertegenwoordigers bij de EPO-onderhandelingen een innoverende aanpak kan voorstellen, ten gunste van een werkelijk duurzame en billijke ontwikkeling.

C. Échange de vues

M. Mahoux déplore qu'actuellement, ce soit uniquement le commissaire européen au Commerce qui s'occupe de la problématique des APE, tandis que dans le passé le commissaire ayant la Coopération au développement dans ses attributions y était aussi représenté.

Il ressort de l'exposé de M. Vanheukelen que la coopération au développement est soumise aux mécanismes du marché, tempérés par des règles. Pour M. Mahoux, il faut dissocier la politique de coopération au développement, la politique commerciale et les marchés. On constate en effet que, dans l'état actuel des négociations, l'équilibre entre les pays du Nord et les pays du Sud n'est pas établi.

Par rapport aux démarches commerciales, il serait absurde que l'Union Européenne soit pénalisée par rapport aux pays concurrents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, les États Unis, le Japon et l'Australie. L'Union Européenne peut adopter deux attitudes à cet égard : ou bien elle considère que l'objectif est de mettre tous ces pays concurrents sur pied d'égalité ou bien elle met en œuvre des conditions particulières par rapport aux pays partenaires du Sud.

M. Mahoux a pu faire le constat par exemple que sur les bords du lac Tchad, qui est pourtant très poissonneux, la plupart des marchands vendent des conserves de sardines venant d'Europe. Au Sénégal, des conserves alimentaires sont importées malgré l'élevage et les denrées que le pays est par ailleurs capable de produire.

Des cultures manufacturières étaient développées dans toute une série de pays au détriment des cultures vivrières avec de graves conséquences pour l'autosuffisance alimentaire sachant que les prix des matières premières ne sont même pas fixés dans les pays producteurs mais au niveau des centres financiers des États-Unis ou du Royaume-Uni.

Les échanges commerciaux se font plutôt du Nord vers le Sud que du Sud vers le Nord. Il y a en fait très peu de produits du Sud sur les marchés du Nord comme par exemple la bière africaine.

L'orateur se sent interpellé par le fait qu'on remplace des taxes douanières par des taxes à la consommation au niveau des pays du Sud.

Une modification des termes de l'échange de manière à donner des armes égales à toutes les parties concernées par les APE s'impose mais est loin d'être réalisée. Si ces APE visent l'augmentation du niveau de vie de tous les pays concernés qu'il soient du Nord ou du Sud, on peut continuer à négocier dans ces cadres. Si, par contre, on veut renforcer davantage les

C. Gedachtwisseling

De heer Mahoux betreurt dat het nu alleen de Europese Commissaris voor handel is die zich met de EPO-problematiek bezighoudt, terwijl vroeger de commissaris bevoegd voor ontwikkelingssamenwerking er eveneens bij betrokken was.

Uit de uiteenzetting van de heer Vanheukelen blijkt dat ontwikkelingssamenwerking horig is aan de marktmechanismen, die door regels getemperd worden. De heer Mahoux vind dat het ontwikkelingssamenwerkingsbeleid, het handelsbeleid en de markten van elkaar moeten worden losgekoppeld. Men stelt immers vast dat er in de huidige stand van zaken geen evenwicht is tussen de landen van het Noorden en de landen van het Zuiden.

Het zou absurd zijn, mocht de Europese Unie wat de handelsaanpak betreft, benadeeld worden ten opzichte van concurrerende landen zoals China, India, Brazilië, de Verenigde Staten, Japan en Australië. De EU kan hier twee houdingen aannemen : ofwel vindt ze dat de doelstelling is al die concurrerende landen gelijk te behandelen, ofwel past ze speciale voorwaarden toe voor de partnerlanden van het Zuiden.

De heer Mahoux heeft bijvoorbeeld kunnen vaststellen dat de meeste handelaars aan de oevers van het Tsjaadmeer, dat nochtans heel visrijk is, sardinen in conserven uit Europa verkopen. In Senegal worden conserven met voeding ingevoerd, hoewel het land veeteelt heeft en in staat is andere voedingsmiddelen te produceren.

In een hele reeks landen werden industriële teelten ontwikkeld, ten nadele van de teelten van voedingsgewassen, met ernstige gevolgen voor de zelfvoorziening in voedsel, want de grondstoffenprijzen worden niet eens in de landen die ze produceren bepaald, maar in de financiële centra van de Verenigde Staten of het Verenigd Koninkrijk.

Het handelsverkeer loopt veeleer van het Noorden naar het Zuiden, in plaats van van het Zuiden naar het Noorden. Men vindt op de markten in het Noorden heel weinig producten uit het Zuiden, zoals bijvoorbeeld Afrikaans bier.

Spreker is ontgaan omdat men in de landen van het Zuiden douanerechten vervangt door verbruiksbelasting.

De voorwaarden voor de handel moeten worden gewijzigd, zodat alle partijen bij de EPO's moeten kunnen strijden met gelijke wapens, maar dat is nog lang geen realiteit. Indien het met de EPO's de bedoeling is de levensstandaard te verhogen van alle betrokken landen, zowel van het Noorden als van het Zuiden, dan kan men binnen dat kader blijven

inégalités, il est indiqué d'abandonner les systèmes de cette nature.

L'intervenant préfère une approche régulatrice du caractère impitoyable du marché par rapport aux indices de progrès humain à un système de règles transversales applicables à tous les pays, à toutes les situations quelques soient les conditions d'inégalité qui existent.

M. Daems estime qu'il faut se garder de tout manichéisme assimilant le marché au diable et la réglementation au sauveur. La vérité se situe entre ces deux extrêmes.

Bien que l'UE ait ouvert son marché depuis longtemps aux marchandises provenant des pays ACP, les exportations de ces pays ont chuté de plus de la moitié. En quinze ans, l'Asie du Sud-Est est devenue une entité économique forte, et le marché africain a stagné. Cette évolution s'expliquerait par la solidité du marché interne de l'Asie du Sud-Est.

Il est regrettable que les échanges commerciaux des pays ACP entre eux soient aussi limités et laborieux. À cause des barrières commerciales et tarifaires, le Ghana exporte seulement 3 % de ses produits vers son voisin, le Bénin, contre 50 % vers l'Europe. Ainsi, la procédure d'importation au Rwanda dure près de quatre mois, alors qu'elle ne prend qu'une douzaine de jours pour l'OCDE.

L'UE doit favoriser les relations commerciales entre les pays ACP dans une certaine région au moyen des APE globaux, afin que ces pays puissent former un seul bloc dans leurs relations avec l'UE. Cette dernière fait l'erreur de raisonner en termes de pays plutôt qu'en termes de blocs économiques.

Le budget de la coopération au développement doit être axé en partie sur le développement de l'économie. Le fait qu'un pays manque temporairement de recettes peut être compensé par l'intervention de l'UE, dans le but d'améliorer durablement l'assise économique et de favoriser l'autonomie de ce pays.

Malgré le nouvel accord conclu récemment entre les pays ACP et l'UE, Mme Zrihen estime que sa proposition de résolution reste tout à fait pertinente et qu'il faut même plutôt la renforcer. Le risque existe bel et bien que la présidence tournante de l'UE oublie complètement ce sujet dans les prochains mois, alors que l'on approche de deux dates significatives.

Le fait que Pascal Lamy ait quitté son poste de directeur de l'OMC est une donnée particulièrement importante. L'évolution de l'OMC qui avait été mise en marche par Pascal Lamy va maintenant être remise

onderhandelen. Indien men echter de ongelijkheid wil verhogen, is het beter van dergelijke stelsels af te stappen.

Spreker verkiest een regulerende aanpak van de genadeloosheid van de markt voor de tekenen van menselijke vooruitgang boven een stelsel van transversale regels die gelden voor alle landen, voor alle situaties, ongeacht de omstandigheden van ongelijkheid.

De heer Daems vindt dat er geen zwart wit standpunt mag ingenomen worden waarbij gesteld wordt dat de markt alles doodt en de reglementering alles redt. De waarheid ligt in het midden.

Ondanks het feit dat de EU zijn markt reeds lang heeft opengesteld voor de goederen vanuit de ACP landen, is de export van deze landen meer dan gehalveerd. Binnen een periode van 15 jaar is Zuidoost-Azië een sterke economische entiteit geworden en is de Afrikaanse markt gestagneerd. Dit zou kunnen te wijten zijn aan het feit dat Zuidoost-Azië een sterke interne markt heeft.

Het is betreurenswaardig dat de commerciële uitwisselingen tussen de ACP landen onderling zeer beperkt zijn en zeer stroef verlopen. Door handels- en tariefbarrières voert Ghana slechts 3 % van zijn producten uit naar buurland Benin en 50 % naar de EU. Zo neemt de importprocedure in Rwanda een viertal maanden in beslag terwijl dit voor de OESO slechts een twaalftal dagen bedraagt.

De EU moet de handelsbetrekkingen tussen de ACP-landen onderling in een bepaalde regio bevorderen door middel van deze globale EPO's zodat zij dan als één blok kunnen optreden tegenover de EU. De EU maakt de fout te redeneren in termen van landen in plaats van economische blokken.

Het budget van de ontwikkelingssamenwerking moet gedeeltelijk gericht worden op het ontwikkelen van de economie. Een tijdelijk gebrek aan inkomsten van een land kan goedgemaakt worden door de tussenkomst van de EU zodat het economisch draagvlak van de economie duurzaam wordt verbeterd en de zelfredzaamheid van dit land wordt bevorderd.

Mevrouw Zrihen is van oordeel dat ondanks de recente nieuwe overeenkomst tussen de ACP-landen en de EU, haar voorstel van resolutie zeker zinvol blijft, zelfs eerder versterkt moet worden. Het risico is niet onbestaand dat het roterend EU-voorzitterschap in de komende maanden dat zelfs uit het oog zal verliezen terwijl er toch twee belangrijke data aankomen.

Vooral het vertrek van Pascal Lamy als hoofd van de WHO is een fundamenteel gegeven. De evolutie van de WHO, die door Pascal Lamy was ingezet, zal nu in vraag worden gesteld en het blijft een open vraag

en cause, et l'on ignore si ce qui viendra en lieu et place de cette évolution permettra réellement d'atteindre les objectifs.

Il est vrai que l'accélération du processus et l'injonction de mise en œuvre au 1^{er} janvier 2014 au plus tard suscitent un certain émoi, tout comme le fait que la taxe à la consommation proposée ne profitera certainement pas au pays et à ses citoyens, mais constituera plutôt un privilège pour une poignée de personnes. On s'interroge également sur les clauses sociales à introduire.

Le Parlement européen avait en tête un système reflétant l'intégration économique européenne, parce que l'UE était persuadée que pareil système apporterait une véritable cohérence sur le plan économique. Aujourd'hui, nous observons cependant l'évolution inverse, car les pays concernés sont mis sous pression. Cette évolution va déstabiliser tout ce que l'UE et ses États membres ont construit et ne favorisera certainement plus l'intégration économique régionale.

L'UE perd sur deux plans.

D'une part, même si les marchés sont entièrement ouverts, nous avons affaire à des États défaillants dont le développement économique ne leur permet pas d'enregistrer des progrès, si bien qu'ils ne peuvent pas constituer de véritable partenaire économique, principalement aujourd'hui en période de forte pression en matière de concurrence et d'ouverture du marché.

D'autre part, l'instabilité politique va s'aggraver dès lors qu'une politique économique intégrée n'est pas encouragée, que les pays sont fortement incités à choisir un autre partenaire et qu'ils se livrent une concurrence entre eux. L'instabilité politique ne sera certainement pas à notre avantage.

Nous ne pouvons pas soutenir en même temps une politique de coopération au développement à des fins de progrès et de développement et la politique économique du commissaire européen au Commerce qui est totalement contraire à ces objectifs.

Le Parlement européen doit contrôler ce qui se passe actuellement. La date du 1^{er} janvier 2014 n'est pas tenable, et l'objectif de 80 % est totalement arbitraire et ne correspond pas à l'accompagnement d'une durée de dix ans qui avait été promis.

Mme Temmerman indique que la libéralisation du marché peut avoir de lourdes conséquences sur le budget des États. Selon des estimations de la Banque mondiale, elles peuvent représenter, pour des pays africains, une diminution de 7 à 10 % de leur budget public. Nous savons tous que, dans la plupart des pays, ce sont les secteurs sociaux, tels que la santé et l'enseignement, qui pâtissent en premier lieu d'une

of wat er in de plaats zal worden gesteld, echt de doelstellingen zal bereiken.

Het is een feit dat de versnelling van het proces en de aanmaning voor uitvoering ten laatste op 1 januari 2014 beroering wekken, alsmede het gegeven dat de voorgestelde belasting op het verbruik zeker niet ten goede zal komen aan het land en haar burgers, maar eerder een privilege in hoofde van enkelen zal zijn. Verder rijzen vragen over de in te voeren sociale clausules.

Het Europees Parlement had een systeem voor ogen dat een afspiegeling is van de Europese economische integratie omdat de EU ervan overtuigd was dat een dergelijk systeem een echte coherentie op economische vlak zal realiseren. Nu stellen we eerder de tegenovergestelde beweging vast omdat de landen in kwestie onder druk worden gezet. Hierdoor zal alles wat de EU en haar lidstaten hebben opgebouwd, gedestabiliseerd worden en de regionale economische integratie wordt zeker niet meer aangemoedigd.

De EU verliest op twee vlakken.

Enerzijds, zelfs als de markten maximaal worden geopend, staan we tegenover falende Staten met een economische ontwikkeling die hen niet toelaat vooruitgang te boeken waardoor ze geen echte economische partner kunnen zijn, vooral nu op een ogenblik met een sterke druk inzake concurrentie en marktoepassing.

Anderzijds, zal de politieke instabiliteit toenemen omdat een geïntegreerd economische beleid niet wordt aangemoedigd, de landen onder druk worden gezet een andere partner te kiezen en door hen onderling te laten concurreren. Politieke instabiliteit zal zeker niet in ons voordeel zijn.

We kunnen niet tegelijkertijd een beleid inzake ontwikkelingssamenwerking voorstaan met het oog op vooruitgang en ontwikkeling en daarnaast een economisch beleid van de Europees Commissaris voor handel dat volledig ingaat tegen die doelstellingen.

Het Europees Parlement moet controleren wat er aan de gang is. De datum van 1 januari 2014 is niet haalbaar en het richtcijfer van 80 % is totaal arbitrair en correspondeert niet met de begeleiding die gedurende de 10 jaar was beloofd.

Mevrouw Temmerman stelt dat de vrijmaking van de handel ingrijpende gevolgen kan hebben voor de begroting van overheden. Volgens schattingen van de Wereldbank kan dat voor Afrikaanse landen een vermindering van 7 tot 10 % van hun overheidsbudget bedragen. We weten allemaal dat in de meeste landen de sociale sectoren, zoals gezondheid en onderwijs, dikwijls de eerste sectoren zijn die lijden onder een

baisse des recettes publiques. Tiendra-t-on compte de cette réalité et comment ?

L'accord sur les services met une pression supplémentaire sur les pays en développement pour qu'ils concluent des engagements en matière de libéralisation dans les secteurs sociaux, tels que le secteur de la santé. Il existe suffisamment d'exemples : au Kenya, par exemple, on investit de plus en plus dans les soins de santé privés — dont le niveau est au moins aussi bon qu'en Europe — alors que les soins de santé publics ne cessent de décliner. Étant donné que les Objectifs du Millénaire représentent un important thème transversal, on peut se demander comment aborder ce problème correctement.

Réponses de M. Vanheukelen

Tout d'abord, M. Vanheukelen insiste à nouveau sur les règles contraignantes en vigueur au sein de l'OMC. Si un membre de l'OMC, comme le Bangladesh ou la Bolivie, déposait une plainte concernant les accords en question, il y aurait un grave problème, car ces pays qui sont aussi pauvres que les pays ACP ne bénéficient pas du même accès à l'UE. En effet, l'un des principes fondamentaux de l'OMC est celui de la nation la plus favorisée, qui impose de traiter tous les membres de la même manière. Ce n'est pas parce qu'un pays est une ancienne colonie qu'il peut obtenir plus de priviléges.

Afin de conserver les liens privilégiés entre les pays ACP et l'UE, il existe deux possibilités : soit une dérogation (*waiver*) à laquelle consentent les cent cinquante-trois membres de l'OMC, soit un accord de libre-échange.

L'accord de Cotonou de 2000 a établi la coopération entre l'UE et les pays ACP de manière à la rendre compatible avec les règles de l'OMC. Aujourd'hui, douze ans après Cotonou, on dit que l'UE exercerait une pression. Cette pression est peut-être justifiée.

En ce qui concerne les chiffres, il existe environ cent trente accords de libre-échange. En moyenne, ces accords prévoient un accès libre à 90 %. L'UE est prête à aller jusqu'à 100 %, mais on ne peut pas la qualifier d'exigeante parce qu'elle fixe un objectif de 80 % pour les pays ACP, de surcroît en prévoyant une période transitoire de quinze ans.

La clause de rendez-vous sur la poursuite des négociations relatives aux services et aux quatre questions de Singapour, signifie qu'une nouvelle discussion sera menée sur ces thèmes, principalement dans le but d'aider les pays concernés.

Pourquoi les pays ACP ont-ils perdu des parts de marché ? Parce qu'un commerce extérieur florissant dépend de moins en moins de l'accès au marché en

daling van de overheidsinkomsten. Zal hiermee rekening worden gehouden en op welke wijze ?

Door het dienstenakkoord ervaren de ontwikkelingslanden een bijkomende druk om liberaliseringenverbintenis aan te gaan in de sociale sectoren, zoals de gezondheidssector. Er zijn voorbeelden genoeg : in Kenia bijvoorbeeld wordt hoe langer hoe meer geïnvesteerd in de private gezondheidszorg, die minstens van hetzelfde niveau is als de Europese, terwijl de publieke gezondheidssector steeds achteruit gaat. Aangezien de Millenniumdoelstellingen een belangrijk transversaal thema zijn, is de vraag hoe dit op een goede manier zal worden opgevangen.

Antwoorden van de heer Vanheukelen

De heer Vanheukelen wijst vooreerst nogmaals op de verplichtende regels die gelden binnen de WHO. Als een WHO-lid, bijvoorbeeld Bangladesh of Bolivia, een klacht zou neerleggen over de akkoorden in kwestie, dan rijst een ernstig probleem want die landen zijn even arm als de ACP-landen en krijgen niet dezelfde toegang tot de EU. Immers, één van de grondbeginselen van de WHO is het principe van de Meest Begunstigde Natie waardoor alle leden op dezelfde manier moeten worden behandeld. Het is niet omdat een land een vroegere kolonie is, dat het meer voorrechten kan hebben.

Om de geprivilegieerde banden tussen de ACP-landen en de EU te behouden, zijn er twee mogelijkheden : ofwel door een vrijstelling (*waiver*) waarvoor de 153 WHO-leden zich akkoord verklaren, ofwel door een *Free Trade Agreement*.

De Overeenkomst van Cotonou van 2000 heeft de samenwerking tussen de EU en de ACP-landen vastgelegd op een WHO-compatibele wijze. Nu, 12 jaar na Cotonou, wordt gesteld dat de EU druk zou uitoefenen. Misschien is de druk wel terecht.

Wat de cijfers betreft : er bestaan ongeveer 130 vrijhandelsakkoorden. Het gemiddelde daarvan bedraagt 90 %. De EU is wel bereid tot 100 %, maar kan toch niet als veeleisend worden bestempeld omdat ze een richtcijfer van 80 % voor de ACP-landen voorstelt, en daarbij nog een overgangsperiode van 15 jaar voorziet.

De rendez-vous clausule over de voortzetting van de onderhandelingen met betrekking tot de diensten en de vier vragen van Singapore, betekent dat er een nieuwe discussie zal gevoerd worden over die thema's, maar dan vooral om die landen te helpen.

Waarom hebben de ACP-landen marktaandeel verloren ? Omdat succesvolle buitenlandse handel minder en minder te maken heeft met markttoegang in termen

termes de tarifs, mais plutôt de la capacité d'exportation dans le respect des règles sanitaires et phytosanitaires. Des procédures douanières transparentes et une infrastructure portuaire et routière performante sont les véritables critères déterminants en matière de capacité d'exportation. Les pays d'Asie du Sud-Est ne bénéficient pas des mêmes priviléges que les pays ACP, mais ils ont brillamment réussi. Voilà pourquoi il est nécessaire de développer des services modernes. Sans système bancaire et d'assurances moderne, il est impossible de développer un secteur industriel et agricole performant.

C'est la raison pour laquelle il faut aider les pays ACP à développer leurs services. Nos entreprises de services doivent, elles aussi, développer leurs activités dans ces pays, car cela constitue un apport crucial pour le secteur économique orienté vers l'exportation.

En réponse aux questions sur la perte de recettes, M. Vanheukelen précise que tout dépend de l'élasticité des recettes. Si cette élasticité est supérieure à 1, une baisse des tarifs d'importation entraînera une augmentation des recettes en la matière. L'intervenant insiste ensuite sur la longue période transitoire (d'une durée de quinze ans) et il souligne que l'UE est prête à discuter en cas de pertes de recettes éventuelles.

À propos des remarques de M. Mahoux et Mme Zrihen sur le remplacement des tarifs douaniers par une taxe à la consommation, M. Vanheukelen répond que cela n'est pas tellement inhabituel. Aussi bien la République dominicaine que les Seychelles, le Kenya et l'Île Maurice l'ont déjà fait avec succès.

M. Mahoux fait remarquer à cet égard qu'il s'agit précisément de pays où le tourisme représente une grande source de revenus. En fait, ce sont les touristes qui y paient la taxe à la consommation. En revanche, les pays qui ne disposent pas d'une grande infrastructure touristique n'ont pas cette possibilité.

M. Vanheukelen répond que l'on a mis sur pied un système de taxe à la consommation, parce que c'est un bon exemple pour moderniser la fiscalité.

Au sujet des questions relatives au principe de la nation la plus favorisée, M. Vanheukelen répète qu'il est interdit d'opérer une discrimination entre les pays. Des exceptions ne sont autorisées qu'au moyen d'un accord de libre-échange.

Au sein de la Commission européenne, c'est le commissaire au Commerce qui est compétent en matière de conventions de partenariat économique, car ce domaine relève directement de l'OMC. Toutefois, le commissaire à la Coopération au développement est toujours tenu informé par le commissaire au Commerce. D'ailleurs, le commissaire au Commerce et le

van tarieven, maar wel met exportcapaciteit door het respecteren van sanitaire en fytosanitaire regels. De echte determinanten inzake exportcapaciteit zijn transparante douaneprocedures en performante haven- en wegeninfrastructuur. De landen van Zuidoost-Azië genieten niet dezelfde privileges als de ACP-landen, maar zetten wel een klinkend succesverhaal neer. Daarom is het nodig om moderne diensten te ontwikkelen. Zonder een modern bank- en verzekeringssysteem is een performante industriële of landbouwsector niet mogelijk.

Daarom moeten de ACP-landen geholpen worden om hun diensten te ontwikkelen. Ook onze dienstenondernemingen moeten hun activiteiten daar kunnen ontwikkelen omdat dit een cruciale input is voor de economische sector die op export is gericht.

Wat de vragen over het inkomenstekort betreft, stelt de heer Vanheukelen dat alles afhangt van de elasticiteit van de inkomensten: als deze elasticiteit groter is dan 1 zal een daling van de importtarieven een stijging van de inkomensten ervan tot gevolg hebben. Verder wijst spreker naar de lange overgangstermijn (15 jaar) en onderstreept dat de EU bereid is te praten ingeval van mogelijke inkomenstekorten.

Op de opmerkingen van de heer Mahoux en mevrouw Zrihen over de vervanging van de douanetarieven door een belasting op het verbruik, stelt de heer Vanheukelen dat dit niet zo ongebruikelijk is. Zowel de Dominicaanse Republiek als de Seychellen, Kenia en Mauritius hebben dit al met succes voorgedaan.

De heer Mahoux merkt hier op dat dit nu precies landen zijn waar het toerisme een grote bron van inkomensten vormt. Het zijn in feite de toeristen die de verbruiksbelasting zullen betalen. Landen zonder grote toeristische infrastructuur hebben die mogelijkheid niet.

De heer Vanheukelen antwoordt dat zij een systeem van verbruikersbelasting hebben opgezet omdat dat een goed voorbeeld is om de fiscaliteit te moderniseren.

Wat de vragen over de Meest Begunstigde Natie betreffen, herhaalt de heer Vanheukelen dat er geen discriminatie tussen de landen mogelijk is. Uitzonderingen kunnen alleen toegestaan worden via een vrijhandelsakkoord.

Binnen de EU-Commissie is de Commissaris voor Handel bevoegd inzake de economische partnerschapsovereenkomsten omdat dit een materie betreft die rechtstreeks tot de WHO behoort. Evenwel wordt de Commissaris voor Ontwikkelingssamenwerking steeds op de hoogte gehouden door de Commissaris van Handel. Trouwens, eerlang zal er een gemeen-

commissaire à la Coopération au développement publieront prochainement une communication commune destinée à actualiser une communication, datant des années '90, sur le commerce, les investissements et le développement.

Le fait que les pays ACP ont perdu de grandes parts de marché par rapport aux pays d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-Est n'est pas dû à leur handicap en matière d'accès au marché (au contraire, ils sont privilégiés), mais est dû principalement au fait que le commerce moderne suppose l'existence de plusieurs points forts. En collaboration avec les pays et leur secteur privé, la Banque mondiale cherche à détecter les problèmes. On peut citer en exemple le secteur du transport : un monopole en matière de transport (généralement avec l'ingérence des pouvoirs publics) a souvent pour conséquence que le transport de marchandises sur 100 km coûte extrêmement cher, si bien que de nombreuses marchandises n'arrivent pas jusqu'au port.

Le véritable défi, pour l'Afrique du Nord comme pour l'Afrique subsaharienne, est de faire partie de la chaîne mondiale d'approvisionnement. C'est le levier qui permet de créer une croissance économique rapide et durable. Voilà le secret de la réussite de l'Asie du Sud-Est, ainsi que du Brésil et de l'Argentine.

Ensuite, les effets d'échelle ont aussi leur importance. C'est pour cette raison que l'intégration régionale est capitale. Pour être concurrentiel au niveau mondial, il faut produire des marchandises à grande échelle. On peut obtenir un premier effet d'échelle en créant un grand marché régional. C'est d'ailleurs aussi la botte secrète du marché intérieur européen : un grand marché domestique pour atteindre ensuite le niveau mondial. L'UE tente d'appliquer la même logique dans les blocs régionaux en question, mais ce n'est pas facile. Beaucoup de ces pays ont des relations particulièrement difficiles entre eux, pour des raisons à la fois politiques, ethniques et culturelles. Si des amorces d'une intégration régionale existent quelque part, il faut en tout cas essayer de les soutenir.

Le 1^{er} janvier 2014 est la date que propose l'UE pour la ratification ou l'application provisoire des accords qui existaient déjà en 2007. En d'autres termes, on prévoit un délai de six ans pour la ratification ou le début de l'application. On applique ici le principe *pacta sunt servanda* : les accords doivent être respectés. Ce principe est appliqué pour les accords entre l'UE et des pays comme le Pérou, la Colombie, la Corée du Sud et les Philippines. Pourquoi ne le serait-il pas alors vis-à-vis des pays ACP ?

Bien entendu, la date du 1^{er} janvier 2014 ne s'appliquera pas aux accords qui seront conclus en 2012 et en 2013.

schappelijke mededeling van de Commissaris voor Handel en de Commissaris voor Ontwikkelingssamenwerking verschijnen die een actualisering betreft van een mededeling inzake handel, investeringen en ontwikkeling uit de jaren 90.

De voornaamste reden waarom het marktaandeel van de ACP-landen zwaar terrein verloor tegenover dat van de landen uit Zuid-Amerika en Zuidoost-Azië is niet hun handicap inzake markttoegang (integendeel, ze zijn bevoordelijker) maar wel het feit dat moderne handel een aantal sterke domeinen veronderstelt. De Wereldbank zet zich, samen met de landen en de privé sector van die landen, in om de knelpunten op te sporen. Een voorbeeld is de transportsector : een monopolie inzake transport (dikwijls met overheids-inmenging) leidt er vaak toe dat het transport van goederen over 100 km ontzettend duur is waardoor heel veel goederen niet tot in de haven geraken.

De echte uitdaging, zowel voor Noord-Afrika als Sub-Saharisch Afrika, is deel uitmaken van de *global supply chain*, de springplank om een snelle en volgehouden economische groei te creëren. Dat is het geheim geweest van Zuidoost-Azië en het succes van Brazilië en Argentinië.

Verder spelen ook schaaleffecten en daarom is regionale integratie zo belangrijk. Om concurrentieel te zijn op wereldvlak moeten producten op grote schaal worden geproduceerd. Een eerste schaaleffect kan bereikt worden door een grote regionale markt. Trouwens, dat is ook het geheim de Europese binnemarkt : een grote thuismarkt om nadrukkelijk wereldniveau te bereiken. Diezelfde logica probeert de EU toe te passen in die regionale blokken, maar het is niet gemakkelijk. Heel veel van die landen hebben een bijzonder moeilijk relatie met elkaar, zowel omwille van politieke, ethnische als culturele redenen. Waar er aanzetten tot regionale integratie zijn, moeten die in ieder geval bevorderd worden.

De datum van 1 januari 2014 is de datum die de EU voorstelt voor de ratificatie of de voorlopige toepassing van de akkoorden die in 2007 reeds bestonden, met andere woorden er is een termijn van 6 jaar voor ratificatie of begin van toepassing. Hier geldt het adagium *pacta sunt servanda* : afspraken moeten gerespecteerd worden. Dat geldt voor de akkoorden tussen de EU en landen als Peru, Colombia, Zuid-Korea en de Filipijnen; waarom dan ook niet voor de ACP-landen ?

Voor de akkoorden die in 2012 en 2013 zullen worden afgesloten, zal de datum voor ratificatie uiteraard niet 1 januari 2014 zijn.

Réponses de M. Karlshausen

M. Karlshausen estime qu'il faut surtout mener un débat politique plutôt qu'un débat technique par région afin de relancer les relations de l'Union européenne avec les pays ACP. Cette proposition de résolution favorise justement ce débat au sein des États membres de l'Union européenne. L'UE et les pays ACP constituent des entités économiques importantes. Même l'OMC, au sein de laquelle, l'Union européenne joue un rôle important, accepte d'autres approches que les APE. Les négociations avec l'Afrique centrale comme sur la libération des services en RDC se font par des groupes d'experts de l'UE bien outillés vis-à-vis des négociateurs congolais nettement moins expérimentés. On peut se demander de quels services on parle et qui représente exactement les intérêts de la RDC.

L'orateur ne s'inquiète pas uniquement sur l'impact des APE sur les populations mais il craint surtout qu'on signera des accords de partenariat économique boiteux qui ne seront jamais mis en œuvre, qui vont retarder le développement des pays ACP et leurs relations avec l'UE. En l'occurrence, on peut se poser des questions sur l'efficacité des négociations de l'EPA avec les Caraïbes.

Les pays d'Asie ont commencé par protéger leurs marchés renforcé leur capacité économique avant de se lancer dans des mesures de libéralisation tous azimuts. L'Afrique est encore loin de cette capacité de renforcement des entités régionales.

La coopération au développement doit prendre en compte les aspects économiques. Mais cela ne devrait pas être une mesure palliative aux dégâts que feraient les EPA. Elle devrait permettre la mise à niveau des capacités économiques de ces pays de façon à les préparer à la libéralisation et à répondre à toutes les conditions que posent l'UE.

Le développement régional des pays ACP devrait être une priorité. La raison pour le refus de ratifier les EPA intérimaires parafés en 2007 réside dans le fait que l'UE ne souhaite pas revenir sur les clauses qui posent problème.

Il faut continuer le débat sur les modèles de développement des pays ACP. Or, le mandat de la Commission européenne est trop concentré sur les aspects commerciaux et par conséquent trop confié à ses départements commerciaux.

Il y a deux ans, au moment de la révision de l'Accord de Cotonou, les pays ACP ont lancé un appel pour un dialogue de haut niveau à la Commission européenne qui a refusé d'y donner suite.

Antwoorden van de heer Karlshausen

De heer Karlshausen meent dat men vooral een politiek debat moet voeren in plaats van een technisch debat per regio teneinde de banden van de Europese Unie met de ACS-landen opnieuw aan te halen. Dit voorstel van resolutie bevordert net dit debat binnen de lidstaten van de Europese Unie. De EU en de ACS-landen vormen belangrijke economische entiteiten. Zelfs de WHO, waarin de EU een belangrijke rol speelt, aanvaardt andere benaderingen dan de EPO's. De onderhandelingen met Afrika, zoals over de vrijmaking van de diensten in de DRC, verlopen via deskundigengroepen van de EU die goed uitgerust zijn tegenover de duidelijk minder ervaren Congolese onderhandelaars. Men kan zich afvragen over welke diensten men het heeft en wie precies de belangen van de DRC vertegenwoordigt.

Spreker is niet enkel bezorgd over de impact van de EPO's op de bevolkingsgroepen, maar hij vreest vooral dat men manke economische partnerschapsakkoorden zal ondertekenen die nooit zullen worden uitgevoerd, die de ontwikkeling van de ACS-landen en hun relaties met de EU zullen ophouden. In dit geval kan men zich vragen stellen over de efficiëntie van de onderhandelingen van de EPO met de Caraïben.

De Aziatische landen zijn begonnen met hun markten te beschermen en hun economische capaciteit te versterken alvorens in het wilde weg liberaliseringssmaatregelen door te voeren. Afrika is nog lang niet toe aan deze capaciteit om de regionale entiteiten te versterken.

Ontwikkelingssamenwerking moet rekening houden met de economische aspecten. Dit zou echter geen palliatieve maatregel mogen zijn ten aanzien van de schade die de EPO's zouden toebrengen. Ze zou de economische capaciteiten van deze landen op peil moeten kunnen brengen zodat ze worden voorbereid op de liberalisering en ze kunnen beantwoorden aan alle voorwaarden die de EU stelt.

De regionale ontwikkeling van de ACS-landen zou een prioriteit moeten zijn. De reden voor de weigering om de in 2007 geparafeerde tussentijdse EPO's te bekraftigen ligt in het feit dat de EU niet wenst terug te komen op de clausules die een probleem vormen.

Men moet het debat over de ontwikkelingsmodellen van de ACS-landen verder voeren. Het mandaat van de Europese Commissie is echter te zeer toegespitst op de handelsaspecten en bijgevolg te sterk toevertrouwd aan haar handelsdepartementen.

Twee jaar geleden, bij de herziening van de Overeenkomst van Cotonou, hebben de ACS-landen een oproep gedaan om een dialoog op hoog niveau aan te gaan met de Europese Commissie, die geweigerd heeft om hieraan gevolg te geven.

Répliques des membres de la commission

M. Mahoux demeure convaincu que les exemples de succès cités par M. Vanheukelen, comme les Seychelles et la République dominicaine, ne sont pas valables. Ce sont des pays plutôt touristiques qui font payer la taxe à la consommation aux touristes au lieu de payer eux-mêmes les droits de douane. Il s'agit de cas exceptionnels qui ne sont pas représentatifs de l'ensemble des pays ACP.

L'activité commerciale des pays ACP représente un élément important dans leur développement en général. Si on remplace les droits de douane par des taxes à la consommation, et que l'on constate que cela ne comble pas le trou, ce sont les budgets de la coopération au développement qui devraient venir en appui. Pour M. Mahoux ce n'est pas son rôle. La coopération au développement joue un rôle très important en favorisant la santé, l'éducation, l'agriculture, la bonne gouvernance et la mise en place de la démocratie mais n'a pas pour rôle de combler les lacunes des politiques commerciales.

M. Daems regrette qu'en vingt-cinq ans de temps, la situation en Afrique n'ait pas changé fondamentalement, malgré les moyens énormes qui ont été investis au niveau de la coopération au développement. C'est sans doute dû aussi au fait que l'Union européenne n'a jamais vraiment soutenu ni renforcé durablement la capacité économique de ces pays. L'approche adoptée par l'Union européenne est trop peu adaptée à la réalité actuelle et en est restée au stade d'une stratégie de type néocolonialiste.

IV. AUDITION DU 7 FÉVRIER 2012**A. Exposé de M. Mohamed Chambas, secrétaire général du groupe ACP, *Trade and Development***

The EU has been the single biggest trading partner for the ACP countries. During the Yaoundé and Lomé Conventions, the non-reciprocal trading arrangements that we had with Europe were based on detailed and painstaking negotiations. They were also closely allied to the availability of financial means to offer protection against price volatility for ACP commodities. The emergence of the WTO has altered the rules of international trade relations. Our European partners have again and again reminded us that the non-reciprocal trade relations that we once enjoyed are no longer compatible with the new international trading regime.

The ongoing negotiations on Economic Partnership Agreements (EPAs) with ACP regions have, however, posed major difficulties for some of our member countries and regional communities. As of April 2011,

Replieken van de commissieleden

De heer Mahoux blijft ervan overtuigd dat de succesverhalen van de heer Vanheukelen, zoals de Seychellen en de Dominicaanse Republiek, niet valabel zijn. Het zijn veeleer toeristische landen die de toeristen de verbruiksbelasting laten betalen in plaats van zelf de douanerechten te betalen. Het gaat om uitzonderlijke gevallen die niet representatief zijn voor alle ACS-landen.

De handelsactiviteit van de ACS-landen vormt een belangrijk element in hun ontwikkeling in het algemeen. Indien men de douanerechten vervangt door verbruiksbelastingen en men vaststelt dat dit niet alles dekt, moeten de budgetten voor ontwikkelingssamenwerking bijspringen. Volgens de heer Mahoux is dat niet de rol van ontwikkelingssamenwerking. Ontwikkelingssamenwerking speelt een zeer belangrijke rol door gezondheid, onderwijs, landbouw, goed bestuur en de invoering van democratie te bevorderen, maar is niet bedoeld om de lacunes van het handelsbeleid op te vullen.

De heer Daems betreurt dat er in 25 jaar niets fundamenteel veranderd is in de toestand van Afrika ondanks de inzet van zeer veel middelen op het vlak van ontwikkelingssamenwerking. Dit is zeker ook te wijten aan het feit dat de EU het economisch draagvlak van deze landen nooit echt heeft ondersteund en duurzaam versterkt. De aanpak van de EU is daarvoor te weinig aangepast aan de hedendaagse realiteit en is eerder blijven steiken in een neokolonialistische benadering.

IV. HOORZITTING VAN 7 FEBRUARI 2012**A. Uiteenzetting door de heer Mohamed Chambas, secrétaire général du groupe ACP *Trade and Development***

The EU has been the single biggest trading partner for the ACP countries. During the Yaoundé and Lomé Conventions, the non-reciprocal trading arrangements with Europe were based on detailed and painstaking negotiations. They were also closely allied to the availability of financial means to offer protection against price volatility for ACP commodities. The emergence of the WTO has altered the rules of international trade relations. Our European partners have again and again reminded us that the non-reciprocal trade relations that we once enjoyed are no longer compatible with the new international trading regime.

The ongoing negotiations on Economic Partnership Agreements (EPAs) with ACP regions have, however, posed major difficulties for some of the member countries and regional communities. As of April 2011,

only the Caribbean has concluded a full EPA with the EU. Finding a way out of the current impasse is the key to building a prosperous future for our 184 million people and also for ensuring strong and mutually beneficial trading links with Europe.

While the EU remains one of the most open markets in the world, specific limitations still create obstacles for poor countries. These include stringent rules of origin with little scope for cumulation, tariff peaks for a number of products of export interest for Least Developed Countries (LDCs) and non-tariff barriers, including sanitary and phytosanitary and other standards, which, while they can be considered fully legitimate, represent nonetheless major obstacles.

The question of policy consistency is another major issue. The EU's Common Agricultural Policy (CAP) has operated in a manner that some of our countries think rather protectionist. When you put this against the demand for outright liberalization in the manner demanded under the EPA framework, some of our countries feel it would threaten their development challenges and imperil the welfare of poor peasant producers in some of the poorest regions of the world.

Clearly, the current impasse might harm our longstanding cooperation and the prospects of development and poverty alleviation in our member countries.

The Secretariat will do its part by engaging with the ACP regions and member countries on the one hand, and the EU on the other hand, to bring the EPA negotiations to a speedy conclusion.

EPA Negotiations

It is clear that different regions have made progress in the EPA process, albeit in varying degrees. The CARIFORUM Region completed the EPA process five years ago. Some countries have ratified and others are in the process of fulfilling that obligation. We understand the same is true on the EU side.

Monitoring institutions established under the EPA, such as, the Trade and Development Committee and the Joint Parliamentary Committee have already been founded as part of the implementation agreement.

The remaining regions have indicated that they are fully committed to conclude the negotiations in good faith and as soon as possible, provided that the areas of divergence are addressed and resolved in a satisfactory manner.

The EU has set a minimum benchmark of 80 % liberalisation over a period 15 years based on its own interpretation of the WTO « substantially all trade » (SAT) requirement and the « reasonable timeframe » contained in Article XXIV of GATT 1994.

only the Caribbean has concluded a full EPA with the EU. Finding a way out of the current impasse is the key to building a prosperous future for our 184 million people and also for ensuring strong and mutually beneficial trading links with Europe.

While the EU remains one of the most open markets in the world, specific limitations still create obstacles for poor countries. These include stringent rules of origin with little scope for cumulation, tariff peaks for a number of products of export interest for Least Developed Countries (LDCs) and non-tariff barriers, including sanitary and phytosanitary and other standards, which, while they can be considered fully legitimate, represent nonetheless major obstacles.

The question of policy consistency is another major issue. The EU's Common Agricultural Policy (CAP) has operated in a manner that some of our countries think rather protectionist. When you put this against the demand for outright liberalization in the manner demanded under the EPA framework, some of our countries feel it would threaten their development challenges and imperil the welfare of poor peasant producers in some of the poorest regions of the world.

Clearly, the current impasse might harm our longstanding cooperation and the prospects of development and poverty alleviation in our member countries.

The Secretariat will do its part by engaging with the ACP regions and member countries on the one hand, and the EU on the other hand, to bring the EPA negotiations to a speedy conclusion.

EPA Negotiations

It is clear that different regions have made progress in the EPA process, albeit in varying degrees. The CARIFORUM Region completed the EPA process five years ago. Some countries have ratified and others are in the process of fulfilling that obligation. We understand the same is true on the EU side.

Monitoring institutions established under the EPA, such as, the Trade and Development Committee and the Joint Parliamentary Committee have already been founded as part of the implementation agreement.

The remaining regions have indicated that they are fully committed to conclude the negotiations in good faith and as soon as possible, provided that the areas of divergence are addressed and resolved in a satisfactory manner.

The EU has set a minimum benchmark of 80 % liberalisation over a period 15 years based on its own interpretation of the WTO « substantially all trade » (SAT) requirement and the « reasonable timeframe » contained in Article XXIV of GATT 1994.

It is well known that there is no formal agreement at the WTO as to what « substantially all trade » should cover. At the WTO, LDCs need not undertake any tariff liberalization in the Doha Round due to the recognition by all WTO members of their economic vulnerability. Even non-LDC ACP States have been given lenient liberalization commitments in non-agriculture market access negotiations (NAMA, under treatment for countries with « low binding coverage ») and Small and Vulnerable Economies (SVE) treatment in the agriculture negotiations. ACP States have been asked to liberalize much under the interim EPAs more than Brazil, China and India are asked to do under the WTO.

ACP States have clearly pointed out that the EU's request does not take into account their levels of development and their sensitivities. It is far too demanding, in particular for the LDCs and because most of them are not in a position to submit a market access offer to the EU, they have been provided duty free quota free market access to the EU under the Everything But Arms (EBA) facility.

Although the interim EPAs allow for a « sensitive list » representing up to 20 % of the value of imports from the EU, this will give ACP States sufficient policy space for their future needs. In order for the ACP to have a dynamic trade policy which supports industrialisation, there is need for flexibility which can enable ACP Governments to intervene and protect the sectors of their economies that could be engaged in production over a long-term period. This entails shifting protection of tariff lines from primary products at the early stages of industrialization, to the protection of intermediate goods in the medium term and finally to capital goods at a more industrialized stage. Binding most of the tariffs at zero will therefore deny ACP States concerned the use of such a dynamic trade policy space, and could mean that they remain largely exporters of primary commodities.

The critical food and agriculture sector could also be adversely affected. Already some ACP markets are experiencing widespread food import surges with displacement effects in sectors such as sugar, dairy, poultry, rice, and vegetable oils, mostly due to low tariffs resulting from structural adjustment policies. The result has been a steady loss in food production capabilities, and this has exacerbated food insecurity.

The EPA proposal of bringing to zero some agricultural tariff lines in the face of continued EU subsidies, will deteriorate the situation further, with serious consequences to the rural sectors. At the WTO, LDCs need not reduce agriculture tariffs at all in the Doha Round. This is important to protect food security, rural livelihoods and rural employment.

In order to ensure that liberalization commitments in the EPAs do not go beyond ACP States levels of

It is well known that there is no formal agreement at the WTO as to what « substantially all trade » should cover. At the WTO, LDCs need not undertake any tariff liberalization in the Doha Round due to the recognition by all WTO members of their economic vulnerability. Even non-LDC ACP States have been given lenient liberalization commitments in non-agriculture market access negotiations (NAMA, under treatment for countries with « low binding coverage ») and Small and Vulnerable Economies (SVE) treatment in the agriculture negotiations. ACP States have been asked to liberalize much under the interim EPAs more than Brazil, China and India are asked to do under the WTO.

ACP States have clearly pointed out that the EU's request does not take into account their levels of development and their sensitivities. It is far too demanding, in particular for the LDCs and because most of them are not in a position to submit a market access offer to the EU, they have been provided duty free quota free market access to the EU under the Everything But Arms (EBA) facility.

Although the interim EPAs allow for a « sensitive list » representing up to 20 % of the value of imports from the EU, this will give ACP States sufficient policy space for their future needs. In order for the ACP to have a dynamic trade policy which supports industrialisation, there is need for flexibility which can enable ACP Governments to intervene and protect the sectors of their economies that could be engaged in production over a long-term period. This entails shifting protection of tariff lines from primary products at the early stages of industrialization, to the protection of intermediate goods in the medium term and finally to capital goods at a more industrialized stage. Binding most of the tariffs at zero will therefore deny ACP States concerned the use of such a dynamic trade policy space, and could mean that they remain largely exporters of primary commodities.

The critical food and agriculture sector could also be adversely affected. Already some ACP markets are experiencing widespread food import surges with displacement effects in sectors such as sugar, dairy, poultry, rice, and vegetable oils, mostly due to low tariffs resulting from structural adjustment policies. The result has been a steady loss in food production capabilities, and this has exacerbated food insecurity.

The EPA proposal of bringing to zero some agricultural tariff lines in the face of continued EU subsidies, will deteriorate the situation further, with serious consequences to the rural sectors. At the WTO, LDCs need not reduce agriculture tariffs at all in the Doha Round. This is important to protect food security, rural livelihoods and rural employment.

In order to ensure that liberalization commitments in the EPAs do not go beyond ACP States levels of

development, tariff bindings may be pegged to each country's WTO obligations. Alternatively, levels of liberalization beyond WTO commitments should be pegged to the attainment of pre-determined development benchmarks. Only when a country has reached a certain level of development should it liberalise y % of tariff lines. (This is a good practice which can be adopted from the WTO's Agreement on Subsidies and Countervailing Measures — where countries below a certain level of development are exempted from the discipline of export subsidies).

The Standstill Clause

This Clause prevents ACP States from ever increasing applied tariffs on those products scheduled for liberalization, including during the transition period. Such restrictions constrain policy space and are not required for WTO compatibility. Therefore, the Standstill Clause should be left out from the EPA text.

Export Taxes

Developing countries, including ACP States have in the WTO steadfastly rejected any suggestion that there be created rules for the elimination of export taxes. These taxes are regarded as a useful development tool which the developed world used to industrialize. It has been historically proven that such taxes provide incentives to local suppliers to move into processing and diversification. Interim EPAs do not allow new export taxes or make the introduction of any new export taxes difficult.

Most Favoured Nation (MFN) Clause

The MFN clause is directly contrary to the spirit of the WTO's Enabling Clause that promotes Special and Differential Treatment for developing countries and South-South trade. Developing countries at the WTO, have expressed concerns that the MFN clauses in the EPAs will discourage or even prevent third countries from negotiating Free Trade Agreements with the ACP States that are parties to the EPA. They have also underscored that this would seriously undermine South-South trade. The MFN Clause should therefore be dropped or undergo a major revision otherwise it will remain a major area of divergence.

Multilateral and Bilateral Safeguards

Agriculture is the mainstay in many ACP countries and regions, and therefore it is important to make sure that the livelihoods of the many small farmers are sufficiently protected and to ensure food security. The

development, tariff bindings may be pegged to each country's WTO obligations. Alternatively, levels of liberalization beyond WTO commitments should be pegged to the attainment of pre-determined development benchmarks. Only when a country has reached a certain level of development should it liberalise y % of tariff lines. (This is a good practice which can be adopted from the WTO's Agreement on Subsidies and Countervailing Measures — where countries below a certain level of development are exempted from the discipline of export subsidies).

The Standstill Clause

This Clause prevents ACP States from ever increasing applied tariffs on those products scheduled for liberalization, including during the transition period. Such restrictions constrain policy space and are not required for WTO compatibility. Therefore, the Standstill Clause should be left out from the EPA text.

Export Taxes

Developing countries, including ACP States have in the WTO steadfastly rejected any suggestion that there be created rules for the elimination of export taxes. These taxes are regarded as a useful development tool which the developed world used to industrialize. It has been historically proven that such taxes provide incentives to local suppliers to move into processing and diversification. Interim EPAs do not allow new export taxes or make the introduction of any new export taxes difficult.

Most Favoured Nation (MFN) Clause

The MFN clause is directly contrary to the spirit of the WTO's Enabling Clause that promotes Special and Differential Treatment for developing countries and South-South trade. Developing countries at the WTO, have expressed concerns that the MFN clauses in the EPAs will discourage or even prevent third countries from negotiating Free Trade Agreements with the ACP States that are parties to the EPA. They have also underscored that this would seriously undermine South-South trade. The MFN Clause should therefore be dropped or undergo a major revision otherwise it will remain a major area of divergence.

Multilateral and Bilateral Safeguards

Agriculture is the mainstay in many ACP countries and regions, and therefore it is important to make sure that the livelihoods of the many small farmers are sufficiently protected and to ensure food security. The

ACP States and regions still negotiating EPAs have been demanding a new agriculture safeguard clause separate and distinct from the general bilateral safeguard. The EU has rejected this demand arguing that the bilateral safeguard is sufficient.

The ACP group has observed that while the EU remains quite inflexible to include a new clause in the EPA, the recent agreement concluded with Korea includes a stand-alone article on agricultural safeguard, given the fact that almost all agricultural products are subject to liberalisation. ACP agrees that such a clause could be relevant to the EPA and that the ACP should have the right of recourse to the Special Safeguard Mechanism (SSM) which is being negotiated in the WTO.

Charging a community levy has been accepted by some ACP regions as a key financial instrument for regional integration. In the absence of other instruments, its dismantling, at least in the short term, is likely to have significant revenue implications for the regional organisations and for the implementation of regional programmes. Therefore, until an alternative source of funding is secured, the ACP regions concerned are not willing to agree to its dismantling.

New Issues

However, the EC's proposal to add new negotiation areas is further delaying the conclusion of negotiations. The EU Member States have in the past clearly stated that negotiations on trade related areas should be conducted only with those regions that choose to do so. However, this does not seem to be the case. The EC is continuing to push for the negotiation on new subjects such as geographical indications, sustainable development and government procurement to regions that are not ready. This clearly is not helping the EPA process.

Regional integration

The EPA process must take into account the regional integration agenda so that agreements reached can contribute to deepening the regional integration process as well as foster economic growth and development of all the countries and regions concerned. Agreements with different countries in the same regional economic community can be extremely disruptive and would end up undermining the regional integration process. The ACP group therefore encourages that all efforts be made to ensure regional cohesion in the conclusion of the EPAs.

Furthermore, opening up markets to EU products will lead to the displacement of regional trade. Trade statistics show that a significant portion of manufac-

ACP States and regions still negotiating EPAs have been demanding a new agriculture safeguard clause separate and distinct from the general bilateral safeguard. The EU has rejected this demand arguing that the bilateral safeguard is sufficient.

The ACP group has observed that while the EU remains quite inflexible to include a new clause in the EPA, the recent agreement concluded with Korea includes a stand-alone article on agricultural safeguard, given the fact that almost all agricultural products are subject to liberalisation. ACP agrees that such a clause could be relevant to the EPA and that the ACP should have the right of recourse to the Special Safeguard Mechanism (SSM) which is being negotiated in the WTO.

Charging a community levy has been accepted by some ACP regions as a key financial instrument for regional integration. In the absence of other instruments, its dismantling, at least in the short term, is likely to have significant revenue implications for the regional organisations and for the implementation of regional programmes. Therefore, until an alternative source of funding is secured, the ACP regions concerned are not willing to agree to its dismantling.

New Issues

However, the EC's proposal to add new negotiation areas is further delaying the conclusion of negotiations. The EU Member States have in the past clearly stated that negotiations on trade related areas should be conducted only with those regions that choose to do so. However, this does not seem to be the case. The EC is continuing to push for the negotiation on new subjects such as geographical indications, sustainable development and government procurement to regions that are not ready. This clearly is not helping the EPA process.

Regional integration

The EPA process must take into account the regional integration agenda so that agreements reached can contribute to deepening the regional integration process as well as foster economic growth and development of all the countries and regions concerned. Agreements with different countries in the same regional economic community can be extremely disruptive and would end up undermining the regional integration process. The ACP group therefore encourages that all efforts be made to ensure regional cohesion in the conclusion of the EPAs.

Furthermore, opening up markets to EU products will lead to the displacement of regional trade. Trade statistics show that a significant portion of manufac-

tured exports from the some ACP regions in Africa are directed intra-regionally, and to other African countries. This will change once markets are liberalized. The opportunities for producers to access a bigger internal market would be lost as they will now have to compete with EU exports in their own regional market.

MAR 1528/2007

With regard to the proposal to amend the Market Access Regulation, the ACP Group is surprised that in spite of the recent progress achieved in the negotiations which the regions concerned are pursuing in good faith, the EU wishes to impose a unilateral deadline. This is unfortunate and not very helpful.

The ACP Group believes that by mustering the adequate political goodwill and exercising flexibility on both sides, the EPA negotiations can be concluded in a mutually satisfactory manner without the need for a deadline.

The ACP Group is concerned that the proposed amendment to the regulation exerts pressure on the governments of ACP States concerned to sign and ratify their EPA within the specified timeframe regardless of whether or not a solution is found for the contentious provisions.

The ACP Group insists that the conclusion of the negotiations should be driven by content, which must take into account the interests and concerns of both parties, and not by timeframes.

Bilateral and multilateral trade negotiations are complex in nature and very often cannot be concluded in rigidly set timeframes. EPA negotiations are not an exception. The ACP Group is asking the EU to take note of this phenomenon. Furthermore, the ACP seriously believes that the proposed amendment will result in shifting the balance of power in an already asymmetrical process of negotiations in favour of the EU.

The result is that the ACP States involved, face two difficult choices. They will either face the loss of Duty Free Quota Free Market Access (DFQFMA) to the EU market, which could cripple established exporters; or under duress sign a trade agreement which includes certain unacceptable provisions that limit the space for domestic economic policy-making, to the detriment of their emerging economic sectors and relationships.

In another sense, the impact of the proposal would be to shift investments from ACP States that do not have full EU market access, to those that have. This would have a significant negative impact on regional integration.

tured exports from the some ACP regions in Africa are directed intra-regionally, and to other African countries. This will change once markets are liberalized. The opportunities for producers to access a bigger internal market would be lost as they will now have to compete with EU exports in their own regional market.

MAR 1528/2007

With regard to the proposal to amend the Market Access Regulation, the ACP Group is surprised that in spite of the recent progress achieved in the negotiations which the regions concerned are pursuing in good faith, the EU wishes to impose a unilateral deadline. This is unfortunate and not very helpful.

The ACP Group believes that by mustering the adequate political goodwill and exercising flexibility on both sides, the EPA negotiations can be concluded in a mutually satisfactory manner without the need for a deadline.

The ACP Group is concerned that the proposed amendment to the regulation exerts pressure on the governments of ACP States concerned to sign and ratify their EPA within the specified timeframe regardless of whether or not a solution is found for the contentious provisions.

The ACP Group insists that the conclusion of the negotiations should be driven by content, which must take into account the interests and concerns of both parties, and not by timeframes.

Bilateral and multilateral trade negotiations are complex in nature and very often cannot be concluded in rigidly set timeframes. EPA negotiations are not an exception. The ACP Group is asking the EU to take note of this phenomenon. Furthermore, the ACP seriously believes that the proposed amendment will result in shifting the balance of power in an already asymmetrical process of negotiations in favour of the EU.

The result is that the ACP States involved, face two difficult choices. They will either face the loss of Duty Free Quota Free Market Access (DFQFMA) to the EU market, which could cripple established exporters; or under duress sign a trade agreement which includes certain unacceptable provisions that limit the space for domestic economic policy-making, to the detriment of their emerging economic sectors and relationships.

In another sense, the impact of the proposal would be to shift investments from ACP States that do not have full EU market access, to those that have. This would have a significant negative impact on regional integration.

Therefore in the spirit of the ACP's unity and solidarity and with a view to defend those principles that enhance ACP-EU partnership, the ACP Group has called for the immediate withdrawal of the proposed measures in view of their detrimental overall effect.

The ACP Group believes that the Regulation 1528/2007 should be maintained until the full EPAs have been concluded and implemented. Indeed the proposed amendment would run counter to the primary objective of the EPA to provide stable and increased market access for ACP exports.

The ACP Group has reiterated the need for the Market Access Regulation to be extended to non-LDC ACP States which are still in the process of negotiation to avoid weakening them and completely cancelling out developments achieved so far.

Way forward on the trade agenda

The ACP and EU must agree to a number of principles that will guide the rest of the EPA negotiations, notably, acknowledgement that the current impasse was caused by divergences in the approaches to promises made concerning the EPAs :, namely strengthening of stable and increased market access for ACP exports to Europe; strengthening regional integration in the ACP countries; and strengthening development cooperation. In the light of the foregoing, the two sides should agree that the greater flexibility on the part of the Commission at the political level should be translated in the discussions at the technical level for the negotiations to be concluded successfully.

The EU should maintain Regulation 1528 until the full EPAs have been signed and implemented as the withdrawal thereof would run counter to the primary aim of the EPAs, which is to provide stable and increased market access for ACP exports covered by the EPAs. This withdrawal would adversely affect those ACP countries that have made a commitment, in good faith, to the EPAs, and discourage other States that have embarked on the negotiating process.

The unilateral setting of deadlines for concluding the negotiations will not spur the ACP regions on to conclude the negotiations because it is only the substance of the issues for consideration that will drive the process, not an arbitrarily determined schedule which does not take account of the institutional constraints of the ACP countries.

The built-in promise of the EPAs to be tools for development must be recalled at all times. Therefore, there is a need for increased mobilization of resources with jointly agreed modalities that are binding; the financing mechanisms and structures must be jointly

Therefore in the spirit of the ACP's unity and solidarity and with a view to defend those principles that enhance ACP-EU partnership, the ACP Group has called for the immediate withdrawal of the proposed measures in view of their detrimental overall effect.

The ACP Group believes that the Regulation 1528/2007 should be maintained until the full EPAs have been concluded and implemented. Indeed the proposed amendment would run counter to the primary objective of the EPA to provide stable and increased market access for ACP exports.

The ACP Group has reiterated the need for the Market Access Regulation to be extended to non-LDC ACP States which are still in the process of negotiation to avoid weakening them and completely cancelling out developments achieved so far.

Way forward on the trade agenda

The ACP and EU must agree to a number of principles that will guide the rest of the EPA negotiations, notably, acknowledgement that the current impasse was caused by divergences in the approaches to promises made concerning the EPAs :, namely strengthening of stable and increased market access for ACP exports to Europe; strengthening regional integration in the ACP countries; and strengthening development cooperation. In the light of the foregoing, the two sides should agree that the greater flexibility on the part of the Commission at the political level should be translated in the discussions at the technical level for the negotiations to be concluded successfully.

The EU should maintain Regulation 1528 until the full EPAs have been signed and implemented as the withdrawal thereof would run counter to the primary aim of the EPAs, which is to provide stable and increased market access for ACP exports covered by the EPAs. This withdrawal would adversely affect those ACP countries that have made a commitment, in good faith, to the EPAs, and discourage other States that have embarked on the negotiating process.

The unilateral setting of deadlines for concluding the negotiations will not spur the ACP regions on to conclude the negotiations because it is only the substance of the issues for consideration that will drive the process, not an arbitrarily determined schedule which does not take account of the institutional constraints of the ACP countries.

The built-in promise of the EPAs to be tools for development must be recalled at all times. Therefore, there is a need for increased mobilization of resources with jointly agreed modalities that are binding; the financing mechanisms and structures must be jointly

defined; the development matrices must be examined by both sides and development criteria by which to assess the effective contribution of the EPAs to the development of the ACP States must be included in the EPA agreement.

Adopting such an approach and with political will on both sides, EPAs will be successfully completed for the mutual benefit of ACP and EU partners.

B. Exposé de M. Armand Guy Zounguere-Sokambi, ambassadeur, « point focal » Afrique centrale

Les négociations sur les accords de partenariat économique en Afrique centrale ont été suspendues en 2009 et 2010, faute de consensus sur des questions essentielles. Cette suspension a été arrêtée en décembre 2010 et l'Afrique centrale et les partenaires de l'Union européenne sont revenus à la table des négociations. Les quelques points de divergence portent sur l'ouverture du marché de l'Union européenne. Cette dernière avait fixé unilatéralement un taux de libéralisation de 90 %. Lors de cette reprise, un groupe de travail a été mis en place sur les mesures d'accompagnement des APE et un changement d'approche en ce qui concerne la méthode de travail. La configuration des négociants de l'Afrique centrale est composée du Cameroun, du Congo Brazzaville, de la RDC, la Guinée équatoriale, le Gabon, la République centrafricaine, le Tchad et Soa Tomé.

Il fallait élargir l'espace des négociations à l'ensemble de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale pour obtenir une harmonisation.

L'organisation des négociations au niveau de l'Afrique centrale comprend le comité de négociation, le groupe de travail sur l'accès au marché et les questions douanières, le groupe de travail sur les services et investissements et le groupe de travail sur les mesures d'accompagnement.

Les négociations relatives à l'accès au marché portent sur les offres d'ouverture faites par chacune des parties, la période de transition et le calendrier de démantèlement. Il faut arriver à une harmonisation des textes au niveau régional.

En l'absence d'un accord à l'échéance, le 31 décembre 2007, le Cameroun était quelque peu contraint de signer un accord d'étapes avec l'Union européenne pour préserver l'accès au marché de l'Union européenne. L'Afrique centrale a trois régimes d'accès au marché européen, notamment le régime de l'accord d'étapes avec le Cameroun, le régime de tout sauf les armes qui s'applique aux PMA et le régime SPG qui touche le Congo Brazzaville et le Gabon. On n'a pas

defined; the development matrices must be examined by both sides and development criteria by which to assess the effective contribution of the EPAs to the development of the ACP States must be included in the EPA agreement.

Adopting such an approach and with political will on both sides, EPAs will be successfully completed for the mutual benefit of ACP and EU partners.

B. Uiteenzetting van de heer Armand Guy Zounguere-Sokambi, ambassadeur, « point focal » Afrique centrale

De onderhandelingen over de economische partnerschapsakkoorden in Centraal Afrika werden in 2009 en 2010 opgeschort, bij gebrek aan een consensus over essentiële punten. Aan die schorsing kwam een einde in december 2010. Centraal Afrika en de partners van de Europese Unie zijn opnieuw rond de onderhandelingstafel gaan zitten. De paar punten waarover meningsverschillen bestaan, hebben te maken met het openstellen van de markt van de Europese Unie. De EU had eenzijdig een liberaliseringsbijdrage vastgelegd van 90 %. Toen de onderhandelingen hervat werden, is er een werkgroep opgericht in verband met de begeleidingsmaatregelen van de EPO's en een nieuwe aanpak wat de werkwijze betreft. De handelaars van Centraal Afrika zijn Kameroen, Congo-Brazzaville, de DRC, Equatoriaal-Guinea, Gabon, de Centraal-Afrikaanse Republiek, Tsjaad en Soa Tomé.

De onderhandelingsruimte dient uitgebreid te worden naar de hele Economische Gemeenschap van de Staten van Centraal Afrika om tot harmonisering te kunnen leiden.

De organisatie van de onderhandelingen op het niveau van Centraal Afrika omvat het onderhandelingscomité, de werkgroep inzake de toegankelijkheid van de markt en de douanekwesties, de werkgroep over de diensten en investeringen en de werkgroep over de begeleidende maatregelen.

De onderhandelingen met betrekking tot de toegankelijkheid van de markt hebben te maken met het aanbod van openstellen van elk der partijen, de overgangsperiode en de agenda van de ontmanteling. We moeten tot een harmonisering van de teksten komen op regionaal niveau.

Omdat er bij het einde van de termijn, op 31 december 2007, geen akkoord was, was Kameroen min of meer verplicht om een getrapte overeenkomst te sluiten met de Europese Unie om de toegang tot de Europese markt te behouden. Centraal Afrika heeft drie toegangsstelsels voor de Europese markt : er is het stelsel van het getrapte akkoord met Kameroen, er is het stelsel van « alles behalve wapens » dat geldt voor de minst ontwikkelde landen en het stelsel van de

évolué vers l'intégration régionale, mais on a plutôt reculé.

Si le Cameroun ne ratifie pas l'accord d'étapes, l'Union européenne pourrait appliquer le règlement n 1528/2007, ce qui est préoccupant pour l'avenir de l'intégration régionale.

Dans les études d'impact qui ont été effectuées, il convient surtout d'accorder une attention spécifique pour la protection du tissus économique et social en Afrique centrale.

Un groupe de travail sur les mesures d'accompagnement se penche sur trois catégories d'action : le renforcement des capacités des acteurs de la région, la mise à niveau des entreprises et la compensation des pertes des recettes douanières. Au sein de ce groupe, un Programme Régional d'Accompagnement du Développement dans le cadre de l'APE (PRADA) a été mis en place ainsi qu'une évaluation de l'impact fiscal net, appuyée par l'Union européenne.

La stratégie régionale d'aide pour le commerce a aussi été intégrée dans l'approche. Elle vise notamment les infrastructures liées au commerce, le renforcement des capacités de production et les politiques et réglementations commerciales. Or, un problème se pose quant à l'harmonisation de ces réglementations commerciales au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEMAC).

Un groupe de travail a également été créé sur les services et les investissements. Il convient de combler le déficit dans ce domaine pour permettre aux pays de l'Afrique centrale de mieux faire face à la concurrence.

En général, les négociations avec l'Union européenne seront poursuivies au mois de mars 2012.

Le démantèlement des taux annoncé par l'Union européenne est préoccupant pour les pays d'Afrique centrale parce qu'ils ne trouvent pas de solution de rechange ce qui pourrait nuire considérablement aux efforts d'intégration régionale.

C. Échange de vues

Mme Zrihen rappelle que les parlements nationaux sont libres de refuser ou de critiquer les positions adoptées par la commission européenne dans le cadre des négociations APE. Pour Mme Zrihen, il importe donc de creuser cette question et ce d'autant plus que lors de la conférence de l'OMC elle a pu constater que les discours tenus à Genève étaient assez différents tant en termes de contenus, de recommandations que de délais. Si le Sénat de Belgique et plus particulièrement la commission des Relations extérieures et de la Défense sont intéressés par les problématiques des pays du Sud, c'est parce que l'Europe et les pays du

GSP, dat geldt voor Congo-Brazzaville en Gabon. We zijn niet geëvolueerd in de richting van de regionale integratie maar zijn juist achteruit gegaan.

Als Kameroen het getrapte akkoord niet ratificeert, zou de Europese Unie reglement nr. 1528/2007 kunnen toepassen, wat zorgwekkend is voor de toekomst van de regionale integratie.

Bij de impactstudies die zijn uitgevoerd is het vooral belangrijk om speciaal aandacht te besteden aan de bescherming van het economische en sociale weefsel in Centraal Afrika.

De werkgroep over de begeleidingsmaatregelen buigt zich over drie actiepijlers : het versterken van de capaciteiten van de regionale actoren, de modernisering van de bedrijven en de compensatie van het verlies aan douane-inkomsten. Binnen die groep is er een regionaal programma voor ontwikkelingsbegeleiding uitgewerkt in het kader van de EPO's (PRADA) en ook een evaluatie van de netto fiscale impact, met steun van de Europese Unie.

Ook de regionale strategie van hulp voor de handel is in de aanpak geïntegreerd. Daarbij gaat het vooral om handelsinfrastructuur, versterking van de productiecapaciteit en commercieel beleid en reglementering terzake. Er is echter een probleem met betrekking tot de harmonisering van die commerciële reglementering op het niveau van de economische gemeenschap van de Centraal Afrikaanse staten (CEMAC).

Er is ook een werkgroep opgericht betreffende de diensten en investeringen. Men dient de achterstand op dat vlak in te lopen, zodat de landen van Centraal Afrika de concurrentie beter aankunnen.

In het algemeen worden de onderhandelingen met de Europese Unie voortgezet in maart 2012.

De door de Europese Unie aangekondigde ontmanteling van de tarieven is zorgwekkend voor de Centraal Afrikaanse landen omdat ze geen equivalente oplossing hebben, waardoor de inspanningen voor regionale integratie ernstig geschaad kunnen worden.

C. Gedachtwisseling

Mevrouw Zrihen herinnert er ook aan dat het de nationale parlementen vrij staat om de standpunten die door de Europese Commissie worden ingenomen in het kader van de onderhandelingen over de EPO's te weigeren of te bekritisieren. Voor mevrouw Zrihen is het dus belangrijk dat deze vraag wordt uitgediept, ook omdat ze tijdens de conferentie van de Wereldhandelsorganisatie heeft vastgesteld dat er in Genève weer heel andere dingen zijn gezegd, zowel op inhoudelijk vlak als wat aanbevelingen en termijnen betreft. Dat de Belgische Senaat, en meer bepaald de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging

Sud sont reliés ensemble par des valeurs communes. Or, ces valeurs communes doivent aboutir à un équilibre plus juste et à une meilleure chance d'évoluer vers un monde meilleur. La présente proposition de résolution est donc une première étape en vue d'apporter le soutien du Sénat belge aux pays ACP.

Dans le même sens, Mme Zrihen rappelle que la commission entretient de bonnes relations avec la FAO et que la résolution relative à la problématique de la production d'agrocarburants liée à la sécurité alimentaire des pays en développement (doc. Sénat, n° 5-333) a été également adoptée par le Sénat le 24 mars 2011. Pour le surplus, elle souhaite avoir le point de vue des intervenants sur le texte même de la proposition de résolution.

Mme Arena rappelle l'importance de continuer à examiner le texte de la présente proposition de résolution qui date de 2010. Après avoir entendu le chef de cabinet du Commissaire M. De Gucht, Mme Arena estime qu'il y a une sorte de schizophrénie dans la politique menée actuellement par l'Union européenne. D'une part, il existe une volonté d'optimiser les échanges économiques qui constituent des vecteurs de réduction de la pauvreté mais sans que cette économie soit régulée et adaptée à la réalité des pays partenaires. La libéralisation des échanges risque donc de détruire les efforts réalisés par ces pays partenaires.

La présente proposition de résolution vise à tenir compte de ces différentes réalités. Or, l'agenda proposé par l'Union européenne est un calendrier difficile à accepter par les pays ACP. En effet, si la date butoir de 2014 proposée par l'UE pour la clôture des négociations n'est pas respectée, celle-ci menace de fermer son marché européen aux pays ACP, ce qui constitue une pression superflue et qui n'engage pas à réellement à la négociation. De la même manière, le fait d'imposer de nouveaux thèmes de négociations à l'agenda ou un taux de libéralisation de l'ordre de 80 % alors même que des instances internationales comme l'OMC ne l'imposent pas, rajoute inutilement une difficulté à la négociation qui est déjà difficile pour les pays ACP. Enfin, lorsque les APE en discussion impliquent pour les pays ACP une révision des taxes douanières sans que des mécanismes de compensation adéquats soient prévus, on génère un affaiblissement des budgets nationaux de ces pays et leurs dépenses publiques.

Les termes de la négociation des APE qui a repris aujourd'hui sont donc inquiétants à plus d'un titre. La proposition de résolution vise à ce que la Commission européenne soit plus attentive à la structuration des pays ACP.

interesse heeft voor de problematiek van de landen in het zuiden ligt aan het feit dat Europa en de landen in het zuiden verbonden zijn door gemeenschappelijke waarden. Die gemeenschappelijke waarden dienen te leiden tot een correcter evenwicht en een grotere kans op een betere wereld. Dit voorstel van resolutie is dan ook een eerste stap in de steun die de Belgische Senaat de ACS-landen wil bieden.

In dezelfde lijn wijst mevrouw Zrihen erop dat de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging goede relaties onderhoudt met de FAO en dat de Senaat op 24 maart 2011 ook de resolutie heeft aangenomen met betrekking tot de problematiek van de productie van agrobrandstoffen in het licht van de voedselzekerheid van de ontwikkelingslanden (stuk Senaat, nr. 5-333). Voor het overige wil ze graag weten wat de sprekers vinden van de tekst zelf van het voorstel van resolutie.

Mevrouw Arena herinnert eraan hoe belangrijk het is dat de tekst van dit voorstel van resolutie, die van 2010 dateert, nog besproken wordt. Na de hoorzitting van de kabinetschef van Commissaris De Gucht, vindt mevrouw Arena dat er soort schizofrenie heerst wat het huidige beleid van de Europese Unie betreft. Enerzijds is er een wil om de economische uitwisseling te optimaliseren, omdat dit één van de manieren is om de armoede terug te dringen, maar dan zonder dat die economie gereguleerd wordt en aangepast aan de realiteit van de partnerlanden. De liberalisering van de uitwisseling zou dus de inspanningen van de partnerlanden teniet kunnen doen.

In het voorstel van resolutie wordt getracht rekening te houden met die verschillende realiteiten. De agenda die de Europese Unie naar voren schuift is echter moeilijk aanvaardbaar voor de ACS-landen; Als de einddatum van 2014 die door de EU is opgelegd voor het afsluiten van de onderhandelingen niet wordt gehaald, dreigt de Europese Unie haar Europese markt te sluiten voor de ACS-landen, wat deze landen onnodig onder druk zet en de onderhandelingen niet echt bevordert. Ook het opdringen van nieuwe onderhandelingspunten op de agenda of een liberalisatiebijdrage van 80 % terwijl zelfs internationale instanties als de Wereldhandelsorganisatie dit niet opleggen, voegen onnodige obstakels toe aan onderhandelingen die voor de ACS-landen al moeilijk genoeg zijn. Bovendien betekent het onderhandelen over EPO's waarbij de douanebelasting wordt herzien zonder dat daar passende compensatie bijkomt, dat de nationale begrotingen en de overheidsuitgaven van de betrokken ACS-landen zullen verzwakken.

De voorwaarden van de onderhandelingen van de EPO's die vandaag opnieuw van start zijn gegaan, zijn dus in meerdere opzichten verontrustend. Het voorstel van resolutie wil dat de Europese Commissie meer aandacht besteedt aan de structureren van de ACS-landen.

Mme Arena souhaite avoir un éclairage sur l'état des négociations commerciales menées entre les pays ACP et d'autres partenaires économiques comme la Chine ou d'autres pays émergents.

Mme de Bethune rappelle qu'il importe que la présente commission comprenne bien le processus de négociation des APE en vue de formuler ensuite des recommandations au gouvernement belge. Pour l'instant, il semble en effet que la Commission européenne va quelque peu loin dans ses exigences que ce soit par rapport à ce qui est prévu dans l'accord de Cotonou et même par rapport aux exigences nécessaires pour être en conformité avec l'OMC. Mme de Bethune précise que le Parlement européen est également critique par rapport à la position prise par la Commission européenne à ce sujet. L'ambition est donc que les pays membres et la Belgique pèsent sur la Commission européenne afin de rééquilibrer cette négociation.

Answers of SG Chambas

The Doha Development Round, the current Trade Negotiation Round of the World Trade Organisation (WTO) has failed. We are slowly recovering from a spreading global crisis, which hampers the relative progress we are beginning to see in Africa and ACP countries in general. On top of that, ACP countries are confronted with youth-unemployment and its effect is visible in some regions of the Maghreb in North-Africa. These particular circumstances call for a flexible and recalibrated approach in EPA's instead of clinging to rigorous deadlines and rigid legal frameworks. Regional integration, one of the objectives of EPAs can bolster economic growth. If measures are taken, running counter to this principal objective, something is clearly amiss.

The draft resolution calls for flexibility, stating that an effort should be made to understand the legitimate concerns of ACP countries and find a way to accommodate them by achieving economic growth through regional integration. One of the consequences of conflict is that key institutions, if not destroyed, can be seriously weakened. This is the case for the internal revenue generating institutions. Therefore the abolition of export taxes in post conflict countries such as Ivory Coast and RDC can make them even more dependent on external aid. These countries face major problems to generate revenues and rebuild their institutions. Furthermore, it is not desirable to insist on achieving 80 % liberalisation right away, but to favour a more gradual approach. In some instances, markets must open up in view of regional integration. The impact of all programs put in place, such as aid for trade and trade facilitation on regional markets will be visible in the medium or long term.

Mevrouw Arena wil graag duidelijkheid over de stand van zaken in de commerciële onderhandelingen tussen de ACS-landen en de andere economische partners, zoals China en andere opkomende landen.

Mevrouw de Bethune herinnert eraan dat het belangrijk is dat deze commissie het onderhandelingsproces van de EPO's goed begrijpt, zodat er aanbevelingen voor de Belgische regering kunnen worden geformuleerd. Voor het ogenblik lijkt het erop dat de Europese Commissie nogal veeleisend is, wat de afspraken van het akkoord van Cotonou betreft, maar ook wat de conformiteitsvoorwaarden betreft met de Wereldhandelsorganisatie. Mevrouw de Bethune verduidelijkt dat ook het Europees Parlement kritisch is tegenover de houding van de Europese Commissie in deze context. Het is dus de bedoeling dat de lidstaten en België druk uitoefenen op de Europese Commissie, zodat de onderhandelingen terug in evenwicht komen.

Answers of SG Chambas

The Doha Development Round, the current Trade Negotiation Round of the World Trade Organisation (WTO) has failed. We are slowly recovering from a spreading global crisis, which hampers the relative progress we are beginning to see in Africa and ACP countries in general. On top of that, ACP countries are confronted with youth-unemployment and its effect is visible in some regions of the Maghreb in North-Africa. These particular circumstances call for a flexible and recalibrated approach in EPA's instead of clinging to rigorous deadlines and rigid legal frameworks. Regional integration, one of the objectives of EPAs can bolster economic growth. If measures are taken, running counter to this principal objective, something is clearly amiss.

The draft resolution calls for flexibility, stating that an effort should be made to understand the legitimate concerns of ACP countries and find a way to accommodate them by achieving economic growth through regional integration. One of the consequences of conflict is that key institutions, if not destroyed, can be seriously weakened. This is the case for the internal revenue generating institutions. Therefore the abolition of export taxes in post conflict countries such as Ivory Coast and RDC can make them even more dependent on external aid. These countries face major problems to generate revenues and rebuild their institutions. Furthermore, it is not desirable to insist on achieving 80 % liberalisation right away, but to favour a more gradual approach. In some instances, markets must open up in view of regional integration. The impact of all programs put in place, such as aid for trade and trade facilitation on regional markets will be visible in the medium or long term.

When the ACP group was founded as far back as 1975, three objectives stood out :

— To build an organisation where like-minded countries of ACP with similar histories could meet in unity and solidarity and share experiences.

— To enforce development cooperation and trade with Europe, which has been done through different agreements such as the second revised Cotonou agreement ?

— To encourage South-South cooperation with non-ACP countries.

The co-operation with Europe has moved on through different fora such as the European Development Fund (EDF) and joint parliamentary assemblies. The South-South dimension has however lately been neglected, because of a changing global configuration due to the emergence of new countries such as Brazil, China and India. We should therefore consider expanding these relations, because we all stand to benefit from them.

ACP has been trying to look, beyond China, Brazil, India, to smaller countries such as Turkey, Indonesia and Chile. China recently built a new headquarters for the African Union, in Addis-Abeba,. We should however put these developments in their context : Chinese overseas investments, only slightly benefits (some 4 %) the African continent The current trade figures show Africa exports some 10 % to China. The truth is that by reason of geography and history and by proximity, the European Union is still and will remain for the foreseeable future, the major trade partner of Africa and of many ACP regions, with the exception of the Caribbean region because of its proximity to the USA. Relations between the European Union and the ACP countries must be maintained on a solid footing in order to achieve a win-win situation. A thriving Africa is a major economic plus for EU.

Réponses de l'ambassadeur Sokambi

Il est important de maintenir et de partager les valeurs communes afin d'évoluer vers la création d'un meilleur monde. Il faut privilégier le dialogue en insistant sur une humanisation du commerce.

Si nous devons détruire la couverture sociale, et la couverture commerciale, il n'y a plus beaucoup d'espoir pour la population. Les partenaires doivent faire une rencontre à mi-chemin. L'Afrique centrale a des efforts entre autres à faire en matière de gouvernance dans le cadre des partenariats En octobre 2011, une conférence a eu lieu sur la coopération entre le Japon et l'Afrique à Dakar.

When the ACP group was founded as far back as 1975, three objectives stood out :

— To build an organisation where like-minded countries of ACP with similar histories could meet in unity and solidarity and share experiences.

— To enforce development cooperation and trade with Europe, which has been done through different agreements such as the second revised Cotonou agreement ?

— To encourage South-South cooperation with non-ACP countries.

The co-operation with Europe has moved on through different fora such as the European Development Fund (EDF) and joint parliamentary assemblies. The South-South dimension has however lately been neglected, because of a changing global configuration due to the emergence of new countries such as Brazil, China and India. We should therefore consider expanding these relations, because we all stand to benefit from them.

ACP has been trying to look, beyond China, Brazil, India, to smaller countries such as Turkey, Indonesia and Chile. China recently built a new headquarters for the African Union, in Addis-Abeba. We should however put these developments in their context : Chinese overseas investments, only slightly benefits (some 4 %) the African continent The current trade figures show Africa exports some 10 % to China. The truth is that by reason of geography and history and by proximity, the European Union is still and will remain for the foreseeable future, the major trade partner of Africa and of many ACP regions, with the exception of the Caribbean region because of its proximity to the USA. Relations between the European Union and the ACP countries must be maintained on a solid footing in order to achieve a win-win situation. A thriving Africa is a major economic plus for EU.

Antwoorden van ambassadeur Sokambi

Het is belangrijk gemeenschappelijke waarden te houden en te delen, om de richting van een betere wereld uit te gaan. Men moet voorrang geven aan de dialoog, met de klemtoon op de vermenselijking van de handel.

Indien we de sociale bescherming moeten vernietigen, en de handelsbescherming, dan is er niet veel hoop meer voor de bevolking. De partners moeten elkaar halfweg ontmoeten. Centraal Afrika moet onder andere inspanningen leveren inzake het bestuur in het kader van zijn partnerschappen. In oktober 2011 vond er een conferentie plaats tussen Japan en Afrika in Dakar.

Réponses de M. Achille Basselekin, sous-secrétaire général en charge du département du commerce

La proposition de résolution recommande de préserver le droit au développement des pays ACP. Le travail s'inscrit dans les activités de la Commission du Droit au Développement du Conseil économique et social de Nations unies. Le processus de négociations des APE a instigué une véritable rupture du droit développant des pays ACP.. Toutes ces insuffisances désarticulent de manière fonctionnelle la dynamique de l'intégration régionale africaine qui est cependant un objectif fondateur des APE. Le Traité de Lagos et le Plan d'Action d'Abuja étaient les éléments fondateurs de l'intégration régionale et le dernier sommet des chefs d'État africains à Addis-Abeba en a fait son thème principal.

Les pays ACP sont très fragiles en termes de part de marché. En 1975, leur part de marché correspondait à 4,5 % et en 2010, il ressort d'une étude de la CNUCED que, les ACP avec l'Afrique du Sud ne représentent que 2,5 % des échanges mondiaux. Quand on exclut l'Afrique du Sud, la part de marché des pays ACP s'élève à 1,3 % des échanges mondiaux. Le déséquilibre en matière de balance de paiement des pays ACP persiste. Les pays ACP ne parviennent pas à s'insérer dans la chaîne mondiale d'approvisionnement ce qui leur permettrait justement de renforcer leur part de marché dans le cadre du commerce mondial. Le mécanisme des APE aggrave ce problème. La proposition de résolution met le doigt sur ce problème fondamental.

L'amendement au règlement n° 1528/2007 du Conseil du 20 décembre 2007 appliquant aux produits originaires de certains États appartenant au groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) les régimes prévus dans les accords établissant ou conduisant à établir des accords de partenariats économiques, a pour effet d'exclure des pays qui se sont de bonne foi engagés dans le processus de négociation.

L'orateur espère que la proposition de résolution puisse servir de signal clair à la Commission européenne pour disposer d'une marge de flexibilité pour laquelle il y a aujourd'hui un consensus international. Les ministres africains du commerce ont avancé un schéma global qui permet non seulement de renforcer l'intégration régionale et d'intégrer les pays ACP dans la chaîne des valeurs mondiales, mais surtout de se doter de la flexibilité nécessaire pour mener les négociations des APE à bon port.

Antwoorden van de heer Achille Basselekin, ondersecretaris-generaal belast met het handelsdepartement

Het voorstel van resolutie beveelt aan het recht op ontwikkeling van de ACS-landen in stand te houden. Het werk sluit aan bij de activiteiten van de Commissie voor het recht op ontwikkeling van de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties. Het onderhandelingsproces voor de EPO's heeft een ware breuk veroorzaakt in het recht op ontwikkeling van de ACS-landen. Al die onvolkomenheden veroorzaken een functionele ontwrichting van de dynamiek van de Afrikaanse regionale integratie, nochtans een doelstelling die aan de basis van de EPO's ligt. Het Verdrag van Lagos en het Actieplan van Abuja waren de sleutelcomponenten van de regionale integratie en de laatste top van de Afrikaanse staatshoofden in Addis-Abeba maakte er zijn hoofdthema van.

De ACS-landen zijn heel kwetsbaar wat marktaandeel betreft. In 1975 bedroeg hun marktaandeel 4,5 % en in 2010, zo blijkt uit een onderzoek van de UNCTAD, vertegenwoordigen de ACS-landen met Zuid-Afrika nog slechts 2,5 % van de wereldhandel. Wanneer men Zuid-Afrika buiten beschouwing laat, dan bedraagt het marktaandeel van de ACS-landen 1,3 % van de wereldhandel. Het verstoerde evenwicht van de betalingsbalans van de ACS-landen blijft voortduren. De ACS-landen slagen er niet in aansluiting te vinden bij de wereldbevoorradingketen, wat hen precies de kans zou geven hun marktaandeel in de wereldhandel op te voeren. Het mechanisme van de EPO's maakt dat probleem nog erger. Het voorstel van resolutie legt de vinger op dat fundamentele probleem.

Het amendement bij verordening nr. 1528/2007 van de Raad van 20 december 2007 tot toepassing van de regelingen voor goederen van oorsprong uit bepaalde Staten behorende tot de groep van Staten in Afrika, het Caribisch gebied en de Stille Oceaan (ACS), die zijn opgenomen in overeenkomsten tot instelling van, of leidende tot instelling van, een economische partnerschapsovereenkomst, heeft tot gevolg dat de landen die het onderhandelingsproces te goed trouw hebben aangevat, worden uitgesloten.

Spreker hoopt dat het voorstel van resolutie een duidelijk signaal voor de Europese Commissie zal zijn om te zorgen voor een flexibiliteitsmarge, waarvoor vandaag een internationale consensus bestaat. De Afrikaanse ministers van handel hebben een algemeen schema voorgesteld, waardoor niet alleen de regionale integratie kan worden versterkt en de ACS-landen kunnen worden geïntegreerd in de keten van de wereldwaarden, maar vooral voor de nodige flexibiliteit kan worden gezorgd om de onderhandelingen over de EPO's tot een goed einde te brengen.

Répliques des membres de la commission

M. Mahoux retient l'idée selon laquelle l'ouverture des marchés des pays ACP pourrait être conditionnée à un niveau de développement et être donc différenciée selon les pays ou régions. En considérant que l'Afrique (hors Afrique du Sud) ne représente aujourd'hui qu'un 1,5 pour cent des échanges mondiaux, cette notion pourrait être utile pour l'avenir. Toutefois, quels pourraient être les critères de développement à retenir et qui conditionneraient l'ouverture des marchés ?

M. De Decker rappelle que lorsque la problématique de la négociation des APE s'est posée, de nombreux pays avaient des sentiments partagés. D'un côté, il est vrai que le développement durable des pays ACP doit passer par une augmentation des échanges commerciaux mais d'un autre côté, il y avait un sentiment de malaise car de nombreux pays ACP étaient encore très fragiles économiquement. Depuis 1975, le monde a profondément changé mais pas forcément en mieux notamment sur le plan économique. Le partage de valeurs communes ramène aussi les pays en voie de développement au devoir d'améliorer profondément leur gouvernance. Si de nombreux pays ACP détiennent des richesses en termes de minéraux ou de pétrole, force est de constater que celles-ci contribuent peu à l'amélioration des conditions des populations de ces pays. Il faut donc progresser en termes de gouvernance.

Le Sénat belge comprend toutefois très bien les difficultés des pays ACP et plus particulièrement des pays de l'Afrique centrale. Certes, il convient d'être aux côtés des pays ACP pour qu'ils améliorent leur situation, mais l'orateur attend également de l'élite africaine qu'elle améliore réellement la gouvernance des pays ACP. Or, au vu de ce qui s'est passé en RDC, en Côte d'Ivoire ou de ce qui se passe pour le moment au Sénégal, on n'est pas tout à fait rassuré. Ce partenariat-là est le partenariat de la vérité et de l'amitié sincère. L'Europe doit aider l'Afrique à améliorer sa gouvernance et l'Afrique doit prendre son sort davantage en main.

Mme Zrihen reconnaît que tout accord nécessite de part et d'autre un échange de bonnes pratiques et la description des droits et des obligations de chaque partie. Si M. De Decker a rappelé les obligations des pays ACP en termes de gouvernance, la proposition de résolution rappelle également les droits des pays ACP. Mais il est important de définir l'ordre des priorités. Or, le développement économique accompagné d'une bonne gouvernance peut engendrer de bonnes évolutions pour le sort des populations. Par contre, une bonne gouvernance ne peut aboutir s'il n'y a pas, à la base, pour les populations une capacité de vivre. Entre les accords convenus au départ des négociations et les exigences posées actuellement par la Commission européenne, on aboutit à l'inverse de l'objectif premier

Replieken van de commissieleden

De heer Mahoux onthoudt het idee dat het openstellen van de markten van de ACS-landen afhankelijk kan worden gemaakt van een ontwikkelingsniveau en dus gedifferentieerd kan worden al naargelang het land of de regio. Aangezien Afrika (zonder Zuid-Afrika) vandaag slechts 1,5 % vertegenwoordigt van de wereldhandel, moet men dat onthouden voor de toekomst. Welke criteria van ontwikkeling dient men echter in aanmerking te nemen voor het openstellen van de markten ?

De heer De Decker herinnert eraan dat wanneer de problematiek van de onderhandelingen over de EPO's opdook, vele landen twijfelden. Enerzijds is het juist dat de duurzame ontwikkeling van de ACS-landen afhankelijk is van de verhoging van de handel, maar anderzijds was er een gevoel van onvrede omdat heel wat ACS-landen economisch nog heel kwetsbaar waren. De wereld is sinds 1975 grondig veranderd, maar dat betekent niet dat hij economisch gezien verbeterd is. Het delen van gemeenschappelijke waarden verplicht de ontwikkelingslanden er ook toe hun bestuur grondig te verbeteren. Heel wat ACS-landen hebben rijkdommen zoals mineralen en olie, maar men moet vaststellen dat deze weinig bijdragen tot het verbeteren van de levensomstandigheden van de bevolking van die landen. Er moet dus vooruitgang worden geboekt wat het bestuur betreft.

De Belgische Senaat begrijpt de problemen van de ACS-landen echter heel goed, vooral de problemen van de landen van Centraal-Afrika. Het is ongetwijfeld raadzaam de ACS-landen bij te staan om hun toestand te verbeteren, maar spreker verwacht ook van de Afrikaanse elite dat ze het bestuur van de ACS-landen echt verbetert. Maar wat in de DRC en in Ivoorkust is gebeurd en wat momenteel in Senegal gebeurt, stelt ons niet echt gerust. Dat partnerschap is het partnerschap van de waarheid en van de oplechte vriendschap. Europa moet Afrika helpen zijn bestuur te verbeteren en Afrika moet zijn lot meer in handen nemen.

Mevrouw Zrihen geeft toe dat elk akkoord van beide zijden een uitwisseling van goede praktijken vergt en de beschrijving van de rechten en plichten elke partij. De heer De Decker heeft herinnerd aan de verplichtingen van de ACS-landen wat het bestuur betreft, maar het voorstel van resolutie herinnert ook aan de rechten van de ACS-landen. Het is evenwel belangrijk de prioriteiten vast te leggen. Economische ontwikkeling die gepaard gaat met goed bestuur kan goede resultaten opleveren voor het lot van de bevolking. Goed bestuur kan echter niets opleveren wanneer er aan de basis voor de bevolking geen bestaansmogelijkheden zijn. Tussen de akkoorden die aanvankelijk werden overeengekomen en de eisen die de Europese Commissie nu stelt, wordt het omge-

recherché. Quoi qu'il en soit, parmi les propositions formulées pour remplacer les taxes douanières, il y a une proposition relative à l'instauration d'une TVA.

Enfin, elle estime que les MOU avec d'autres pays sont intéressants à condition que des critères précis soient définis et qu'il y ait assez de flexibilité.

M. Miller partage l'opinion selon laquelle il convient également de tenir compte d'un indice de développement et de ne pas se cantonner à un indice PNB purement économique. Toutefois, il estime que la notion « d'humanisation du commerce », si elle est respectable, est irréaliste. L'orateur croit beaucoup plus aux décisions et contraintes de régulation effectives. Il convient d'avoir en mémoire cette volonté « d'humanisation du commerce » tout en sachant qu'elle ne se fera que dans la contrainte légale par le biais de règles prises dans le cadre d'accords bilatéraux ou d'accords pris au sein de l'OMC. L'intervenant insiste aussi sur l'application de normes liées à la gouvernance, mais reconnaît que les sociétés commerciales, qu'elles soient européennes, américaines ou chinoises, qui pillent les matières premières des pays ACP ne se préoccupent pas de telles questions. Il faut donc aussi pouvoir exercer une pression politique sur ces sociétés.

Par ailleurs, il convient également de prendre des décisions au niveau européen et de l'OMC afin de permettre aux pays ACP de développer leurs économies et leur gouvernance par le biais d'un système où leurs matières premières servent au développement de leurs populations. La présente proposition de résolution devrait donc aussi être l'occasion de porter ce débat à un niveau européen. Il faut oser dire que les politiques qui ont été menées ont été des politiques de pillage des pays ACP et de l'Afrique tout en reconnaissant que la mondialisation du commerce peut aussi apporter du développement à la condition que cette mondialisation donne du temps au développement et remettre les droits fondamentaux des populations au centre des préoccupations.

Answers of SG Chambas

It is obvious the ACP group has certain clear obligations. It must endeavour to live up to today's changed global context. Many governance issues are no longer taboo and need to be addressed. Thus, a new framework for the EPA came into effect through a continual dialogue on the basis of the Cotonou Agreements.

The population and the civil society of the ACP countries are beginning to play their role in ensuring transparency and accountability on various issues including economic governance and the trade of raw

keerde bereikt van wat aanvankelijk de doelstelling was. Wat er ook van zij, onder de voorstellen om de douanerechten te vervangen is er een voorstel over het instellen van een BTW.

Tot slot is ze van oordeel dat de MOU met andere landen interessant zijn op voorwaarde dat er nauwkeurige criteria worden vastgelegd en er voldoende flexibiliteit is.

De heer Miller deelt de mening dat ook rekening moet worden gehouden met een ontwikkelingsindex en niet alleen met een BNP-index die louter economisch is. Hij meent evenwel dat het begrip « vermenselijking van de handel » weliswaar eerbiedwaardig, maar irrealistisch is. Spreker gelooft veel meer in effectieve beslissingen en dwang inzake regulering. Het is goed die wil tot « vermenselijking van de handel » indachtig te zijn, wetende dat ze er slechts zal komen onder dwang van de wet, door middel van regels in het raam van bilaterale akkoorden of akkoorden die in de Wereldhandelsorganisatie worden gesloten. Spreker wijst ook op het belang van het toepassen van normen in verband met bestuur, maar geeft toe dat de handelssondernemingen, of ze nu Europees, Amerikaans of Chinees zijn, die de grondstoffen van de ACS-landen plunderen, niet met dergelijke problemen begaan zijn. Men moet dus ook politieke druk kunnen uitoefenen op die ondernemingen.

Het is tevens raadzaam beslissingen te nemen op het niveau van Europa en van de Wereldhandelsorganisatie, om de ACS-landen de kans te geven hun economieën en hun bestuur te ontwikkelen via een systeem waarin hun grondstoffen de ontwikkeling van hun bevolking dienen. Dit voorstel van resolutie moet dus ook de gelegenheid zijn om dat debat op een Europees niveau te tillen. Men moet durven zeggen dat de beleidsvormen uit het verleden een beleid van plundering van de ACS-landen en van Afrika inhielden, hoewel de mondialisering van de handel ook ontwikkeling met zich kan brengen, op voorwaarde dat die mondialisering tijd geeft voor ontwikkeling en de fundamentele rechten van de volkeren centraal kan stellen.

Answers of SG Chambas

It is obvious the ACP group has certain clear obligations. It must endeavour to live up to today's changed global context. Many governance issues are no longer taboo and need to be addressed. Thus, a new framework for the EPA came into effect through a continual dialogue on the basis of the Cotonou Agreements.

The population and the civil society of the ACP countries are beginning to play their role in ensuring transparency and accountability on various issues including economic governance and the trade of raw

materials and commodities. It is also important to create a political environment favourable to private investments and to the advancement of economic opportunity. The ACP and the European Union share common perspectives but owing to the vulnerability of the former it is difficult to set short term and long term deadlines. Even in times of relative prosperity, prices of commodities can drastically drop as was the case at the end of last year with cacao.

Most ACP countries, belong to the Least Industrialized Countries and the number of industrially manufactured goods is therefore insignificant. The ACP countries wish to maintain their commitments to scale up growth, to fight poverty and to promote sustainable development through good management. It is however essential the Commission of the European Union shows flexibility and takes into account the economic and social vulnerability of the ACP countries.

Réponses de l'ambassadeur Armand Guy Zounguere-Sokambi

En ce qui concerne les taux d'ouverture des marchés, les pays ACP ont à travers de l'Accord de Cotonou un engagement différencié et asymétrique envers l'Union européenne. Il faut renforcer la pédagogie sur la gouvernance par tous les moyens. Il faut humaniser le commerce en préservant la clause sociale dans l'accord en question. Si on ne le fait pas, on n'a plus de valeurs communes à partager. Il faut un dialogue ouvert et franc.

V. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Van de Voorde, le représentant du ministre des Affaires étrangères, explique que notre pays suit avec beaucoup d'attention les négociations sur les APE avec nos partenaires ACP. Les APE doivent être de réels instruments de développement qui favorisent l'éradication de la pauvreté et un développement durable. Depuis 2011, certains négociations sectorielles ont repris et entretemps, il faut constater que dans certaines régions, les négociations des accords régionaux et globaux s'inscrivent dans une dynamique renouvelée.

La proposition de résolution qui date déjà de décembre 2010 n'a pas pu tenir compte de cette évolution. Surtout les développements de la proposition de résolution semble trop pessimiste par rapport à la situation des négociations. C'est pourquoi l'orateur partage uniquement sur certains points les analyses de la proposition de résolution. Il est vrai que dans certains cas les négociations avancent difficilement. Les Caraïbes sont la seule région à avoir conclu un

materials and commodities. It is also important to create a political environment favourable to private investments and to the advancement of economic opportunity. The ACP and the European Union share common perspectives but owing to the vulnerability of the former it is difficult to set short term and long term deadlines. Even in times of relative prosperity, prices of commodities can drastically drop as was the case at the end of last year with cacao.

Most ACP countries, belong to the Least Industrialized Countries and the number of industrially manufactured goods is therefore insignificant. The ACP countries wish to maintain their commitments to scale up growth, to fight poverty and to promote sustainable development through good management. It is however essential the Commission of the European Union shows flexibility and takes into account the economic and social vulnerability of the ACP countries.

Antwoorden van ambassadeur Armand Guy Zounguere-Sokambi

Wat de percentages voor het openstellen van de markten betreft, hebben de ACS-landen via het akkoord van Cotonou een gedifferentieerde en asymmetrische verbintenis met de Europese Unie. De pedagogie van het bestuur moet met alle middelen worden versterkt. De handel moet worden vermenigelijk met behoud van de sociale clausule in het betreffende akkoord. Indien men dat niet doet, hebben we geen gemeenschappelijke waarden meer te delen. Er is nood aan een open en oprochte dialoog.

V. ALGEMENE BESPREKING

De heer Van de Voorde, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, legt uit dat ons land heel aandachtig de EPO-onderhandelingen met onze ACS-partners volgt. De EPO's moeten reële ontwikkelingsinstrumenten zijn die bijdragen tot armoedebestrijding en duurzame ontwikkeling. Sinds 2011 werd een aantal sectorale onderhandelingen hervat en ondertussen dient men vast te stellen dat in bepaalde regio's de onderhandelingen over de regionale en algemene overeenkomsten aan dynamiek hebben gewonnen.

Het voorstel van resolutie, dat al dateert van december 2010, heeft geen rekening kunnen houden met die evolutie. Vooral de toelichting van het voorstel van resolutie lijkt te pessimistisch over de omstandigheden waarin de onderhandelingen plaatsvinden. Daarom kan spreker zich enkel vinden in een aantal punten van de analyses van het voorstel van resolutie. Het klopt dat in een aantal gevallen de onderhandelingen stroef verlopen. De Caraïben zijn de enige regio

accord, même si sa mise en œuvre reste un défi. L'intégration régionale demeure tout de même centrale dans la stratégie de la Commission européenne : elle espère de conclure des accords régionaux complets, mais elle reste dépendante de la volonté politique de ces pays. On peut soutenir la convergence régionale, mais on ne peut pas la créer ou l'imposer.

La proposition de résolution est relativement hésitante par rapport aux accords intérimaires qui consistent en une application provisoire d'un grand accord commercial, mais uniquement pour les dispositions qui relèvent exclusivement des compétences communautaires et pour lesquelles aucune ratification nationale n'est requise. Le processus de ratification peut parfois être très long et, pour ne pas interrompre les exportations des pays en question vers l'UE, les dispositions commerciales qui relèvent de la compétence exclusive de la Commission européenne sont appliquées plus rapidement de cette manière. En soi, ce genre d'accord intérimaire n'est pas une mauvaise chose si, au moins, il ne vise pas à ralentir le processus de ratification.

La Belgique plaide donc pour que l'acquis en matière d'intégration régionale ne soit pas fragilisé. On souhaite que l'Union européenne fasse preuve du maximum de flexibilité que permettent les règles de l'OMC, afin de répondre aux différents besoins des pays ACP. L'aspect du développement des APE ne concerne pas seulement les négociations mais aussi l'établissement des « paquets d'aide au commerce régional » afin de soutenir les pays ACP dans leur adaptation au nouveau régime commercial.

Mme Zrihen répond que la proposition de résolution demande au gouvernement d'être présent dans ce débat et de rappeler à l'Europe que le fait de refuser de réaliser tout APE intérimaire est un mode de pression qui n'est acceptable dans le contexte actuel. En tous les cas, il s'agit d'un mode de travail qui va totalement à l'encontre de notre politique en matière de coopération au développement.

VI. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Terminologie

Mme Temmerman dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-793/3) visant à remplacer les termes « accords de partenariat économique » par les termes « accords de partenariat européen » dans les considérants et dans le dispositif.

Mme Zrihen signale que la résolution sur la politique de la Belgique concernant les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP (doc. Sénat, n° 3-1877)

die een overeenkomst heeft gesloten, ook al blijft de uitvoering ervan een uitdaging. De regionale integratie behoudt in ieder geval een centrale plaats in de strategie van de Europese Commissie: zij hoopt volledige regionale overeenkomsten te sluiten, maar dat hangt af van de politieke wil van die landen. Men mag de regionale convergentie steunen maar niet creëren of opleggen.

Het voorstel van resolutie staat nogal huiverig tegenover de interim-akkoorden. Deze zijn een voorlopige toepassing van een groot handelsakkoord, maar enkel voor die bepalingen die behoren tot de exclusieve communautaire bevoegdheden en waarvoor geen nationale ratificatie nodig is. Deze kan soms zeer lang aanslepen en om de export van de betreffende landen naar de EU niet te onderbreken, worden de handelsbepalingen die tot de exclusieve bevoegdheid van de Europese Commissie behoren, op deze wijze sneller toegepast. Op zich is zo'n interim-akkoord niet slecht als het er tenminste niet op gericht is het ratificatieproces te vertragen.

België pleit er dus voor de verworven kennis inzake regionale integratie niet te ondergraven. Men wil dat de Europese Unie blijk geeft van zoveel mogelijk flexibiliteit als toegestaan door de WTO-regels zodat er aan de verschillende behoeften van de ACS-landen kan worden voldaan. Het ontwikkelingsaspect van de EPO's betreft niet alleen de onderhandelingen maar ook het opstellen van « steunpakketten voor de regionale handel » om de ACS-landen te ondersteunen bij de aanpassingen aan het nieuwe handelsstelsel.

Mevrouw Zrihen antwoordt dat in het voorstel van resolutie de regering wordt gevraagd aanwezig te zijn in dat debat en Europa eraan te herinneren dat door elke interim-EPO te weigeren, er een drukkingsmiddel ontstaat dat in de huidige context niet kan worden aanvaard. In ieder geval, het is een manier van werken die volledig indruist tegen ons beleid inzake ontwikkelingssamenwerking.

VI. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Terminologie

Mevrouw Temmerman dient het amendement nr. 1 (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt in de considerans en het dispositief, de woorden « Economische Partnerschapsovereenkomsten » te vervangen door de woorden « Europese Partnersaksakkoorden ».

Mevrouw Zrihen wijst erop dat in de resolutie betreffende het Belgisch beleid inzake de Economische Partnerschapsovereenkomsten (EPO) tussen de Europese Unie en de ACS-landen (stuk Senaat, nr. 3-

adoptée par le Sénat le 5 décembre 2006 utilisait déjà la terminologie officielle. Afin d'éviter toute confusion, il convient de maintenir la dénomination officielle de ces accords qui reste « accord de partenariat économique », comme utilisée par l'Accord de Cotonou et par les documents officiels du Parlement européen.

L'amendement n° 1 est rejeté par 9 voix.

Considérants

Point A

Mme Zrihen dépose l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à remplacer le point A par ce qui suit « considérant la récente relance des négociations sur les APE, après une longue période de blocage, et rappelant que ceux-ci sont en négociations depuis 2002 ».

Mme Zrihen explique qu'il s'agit d'une actualisation du texte.

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point Abis (nouveau)

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à insérer dans les considérants un point *Abis* nouveau rédigé comme suit : « Renvoyant à l'adoption, le 30 septembre 2011, par la Commission européenne d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 1528/2007 du Conseil en vue d'exclure un certain nombre de pays de la liste des régions ou États ayant conclu des négociations; ».

Mme de Bethune explique qu'elle veut évoquer la question de l'urgence dans l'amendement n° 8 parce que, si aucune mesure n'est prise, les pays qui ne sont pas d'accord connaîtront des problèmes.

Mme Zrihen renvoie à son amendement n° 5 visant à insérer un point J nouveau dans les considérants et qui est quasiment identique à l'amendement n° 8 de Mme de Bethune. Par conséquent, Mme de Bethune retire son amendement n° 8.

Point B

Mme Temmerman dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui vise à insérer, dans le point B des considérants, les mots «, de prestations sociales de

1877), goedgekeurd door de Senaat op 5 december 2006, de officiële terminologie al werd gebruikt. Om alle verwarring te voorkomen, dient de officiële benaming van de overeenkomsten te worden behouden, dus « economische partnerschapsovereenkomsten », zoals in de Overeenkomst van Cotonou en de officiële documenten van het Europees Parlement.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 9 stemmen.

Considerans

Punt A

Mevrouw Zrihen dient amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt punt A te vervangen als volgt «wijst erop dat de EPO-onderhandelingen onlangs werden hervat na een lange blokkering en herinnert eraan dat die onderhandelingen sinds 2002 worden gevoerd».

Mevrouw Zrihen licht toe dat het om een actualisering van de tekst gaat.

Amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt Abis (nieuw)

Mevrouw de Bethune dient het amendement nr. 8 (stuk Senaat, nr. 5-793/3) in dat ertoe strekt om een nieuw punt *Abis* in de considerans in te voegen luidende : « verwijzende naar het voorstel van de Europese Commissie van 30 september 2011 voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van bijlage I bij verordening (EG) nr. 1528/2007 van de Raad, met betrekking tot het schrappen van sommige landen van de lijst van regio's of Staten die onderhandelingen hebben afgesloten ».

Mevrouw de Bethune legt uit dat zij in het amendement nr. 8 de urgentieproblematiek wil aanpakken want als er niets gebeurt, dan zullen de landen die niet akkoord gaan, problemen ondervinden.

Mevrouw Zrihen verwijst naar haar amendement nr. 5 dat een nieuw punt J in de considerans wil invoegen en dat nagenoeg identiek is aan het amendement nr. 8 van mevrouw de Bethune. Daarop trekt mevrouw de Bethune haar amendement nr. 8 terug in.

Punt B

Mevrouw Temmerman dient het amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt om in punt B de woorden «sociale basisvoorzieningen» in te

base » entre les mots « en matière de développement industriel » et les mots « et de stabilité d'emploi, ».

M. Anciaux souligne qu'il ne faut en aucun cas perdre de vue les conséquences des APE sur les prestations sociales de base, telles que les soins de santé et l'enseignement.

Mme Zrihen estime que l'amendement n° 2 est très judicieux et correcte parce que les prestations sociales de base comme les soins de santé et l'enseignement ne doivent en aucun cas être oubliés.

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Mme Temmerman dépose ensuite l'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 5-793/2) qui tend à supprimer, au point B des considérants, les mots « de services, droits de propriété intellectuelle et questions de Singapour ».

M. Anciaux explique que ce ne sont pas la libéralisation des services, les droits de propriété intellectuelle et les questions de Singapour (investissement, marchés publics, politique de concurrence et facilitation des échanges) qui sont menacés. Au contraire, ce sont ces éléments qui peuvent avoir des conséquences néfastes. Ainsi, la libéralisation des services a pour effet d'augmenter les pressions visant à libéraliser certains secteurs sociaux tels que celui de la santé, ce qui rendrait irréversible la commercialisation de ces secteurs. Les droits de propriété intellectuelle, quant à eux, ont un impact sur l'accès à la médication et à la technologie. Les questions de Singapour, enfin, peuvent avoir un impact sur la préservation de la santé publique. Les éléments précités n'ont dès lors pas leur place dans l'énumération.

Mme Zrihen souligne qu'il n'est pas question de libéraliser des services mais bien leur composition. En matière de propriété intellectuelle, le texte de base de la proposition de résolution vise à protéger justement les savoirs et les connaissances locales contre un éventuel accaparement économique par des sociétés commerciales. L'oratrice donne l'exemple des sources naturelles dans les pays ACP qui permettent de développer des médicaments génériques contre le SIDA.

L'amendement n° 3 est rejeté par 5 voix contre 4.

Point I

Mme Tilmans dépose l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à supprimer au point I des considérants, les mots : « constatant que l'Union européenne fait pression sur ces pays afin que ces derniers prennent des engagements additionnels dans les APE complets ».

voegen tussen de woorden « inzake industriële ontwikkeling, » en het woord « baanzekerheid ».

De heer Anciaux onderstreept dat de gevolgen van de EPA's op sociale basisvoorzieningen, zoals gezondheidzorg en onderwijs, hier zeker niet uit het oog mogen verloren worden.

Mevrouw Zrihen vindt amendement nr. 2 zeer verantwoord en correct omdat de sociale basisvoorzieningen en het onderwijs geenszins mogen worden vergeten.

Amendement nr. 2 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Mevrouw Temmerman dient vervolgens het amendement nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt in de considerans, in punt B, de woorden « diensten, intellectuele eigendomsrechten en de Singapore-kwesties, » te doen vervallen.

De heer Anciaux legt uit dat niet de liberalisering van diensten, intellectuele eigendomsrechten en de Singapore-kwesties (investeringen, openbare aanbestedingen, mededingingsbeleid en vrijer handelsverkeer) in gevaar worden gebracht. Het zijn net deze materies die kwijlende gevolgen kunnen hebben. Zo heeft de liberalisering van de diensten tot gevolg dat er meer druk ontstaat om deze liberalisering door te voeren in sociale sectoren, zoals gezondheid, wat de commercialisering van deze sectoren onomkeerbaar zou maken. De intellectuele eigendomsrechten hebben dan weer invloed op de toegang tot medicatie en technologie. De Singapore-kwesties kunnen gevolgen hebben voor het vrijwaren van de volksgezondheid. Daardoor passen deze elementen niet in de opsomming.

Mevrouw Zrihen benadrukt dat er geen sprake van is om diensten te liberaliseren, maar wel de samenstelling ervan. Wat intellectuele eigendom betreft, strekt de basistekst van het voorstel van resolutie er net toe net de wetenschap en de lokale kennis te beschermen tegen een eventuele economische monopolisering door handelsvennootschappen. Spreekster geeft het voorbeeld van de natuurlijke bronnen in de ACS-landen die het mogelijk maken generische geneesmiddelen tegen aids te ontwikkelen.

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 5 tegen 4 stemmen.

Punt I

Mevrouw Tilmans dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt in de considerans, in punt I, de woorden « en stelt vast dat de Europese Unie druk uitoefent op die landen om hen aan te zetten bijkomende verbintenissen aan te gaan in de volledige EPO's » te doen vervallen.

M. Brotchi explique que la formulation est excessive par rapport au comportement réel de l'Union européenne.

Mme Zrihen répond que l'Union européenne fait effectivement pression sur les pays ACP en disant que tous les accords intérimaires qui ne sont pas conclus posent problème.

L'amendement n° 10 est rejeté par 4 voix contre 4 et une abstention.

Point J (nouveau)

Mme Zrihen dépose l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à ajouter dans les considérants un nouveau point J, rédigé comme suit : « considérant l'annonce de la Commission européenne le 30 septembre 2011 disant que les pays qui n'auraient pas ratifié les APE intérimaires paraphés fin 2007 perdraient au 1^{er} janvier 2014 leur accès préférentiel au marché européen ».

Mme Zrihen fait remarquer qu'il faut inscrire dans la proposition de résolution qu'une certaine pression est mise par la Commission de l'Union européenne.

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point K (nouveau)

Mme Zrihen dépose l'amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à ajouter dans les considérants un nouveau point K, rédigé comme suit : « rappelant que la compensation des pertes de revenus douaniers dues aux APE par un système de TVA ou des moyens issus du FED risquerait de se faire au détriment des populations les plus faibles des pays ACP ».

Mme Zrihen rappelle que la TVA touche toutes les couches de la population y compris les plus faibles.

L'amendement n° 6 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Dispositif

Point 2

Mme Zrihen dépose l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à insérer au point 2 les mots « — y compris en terme de pourcentage d'ouverture réciproque des échanges et vis-à-vis de la date de 2014 imposée pour la ratification des APE intérimaires

De heer Brotchi legt uit dat de formulering overdreven is ten opzichte van het daadwerkelijke gedrag van de Europese Unie.

Mevrouw Zrihen antwoordt dat de Europese Unie effectief druk uitoefent op de ACS-landen door te zeggen dat alle interimakkoorden die niet afgesloten zijn, een probleem vormen.

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 4 tegen 4 stemmen bij één onthouding.

Punt J (nieuw)

Mevrouw Zrihen dient amendement nr. 5 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt in de considerans een punt J (nieuw) toe te voegen, luidende : « gelet op de aankondiging van de Europese Commissie van 30 september 2011 waarin bepaald wordt dat de landen die de in 2007 geparafteerde interim-EPO niet zouden hebben geratificeerd, op 1 januari 2014 hun voorkeurstoegang tot de Europese markt zouden verliezen ».

Mevrouw Zrihen merkt op dat men in het voorstel van resolutie moet vermelden dat de Europese Commissie een bepaalde druk uitoefent.

Amendement nr. 5 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt K (nieuw)

Mevrouw Zrihen dient amendment nr. 6 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt in de considerans een punt K (nieuw) toe te voegen, luidende : « herinnert eraan dat de compensatie via een btw-systeem of middelen van het EOF voor de derving van douane-inkomsten als gevolg van de EPO, in het nadeel zou kunnen zijn van de zwakste bevolkingsgroepen in de ACS-landen ».

Mevrouw Zrihen herinnert eraan dat de BTW alle lagen van de bevolking treft, ook de zwaksten.

Amendement nr. 6 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Dispositief

Punt 2

Mevrouw Zrihen dient amendment nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3) dat ertoe strekt in punt 2, tussen de woorden « flexibel te zijn » en de woorden « en zich volledig te scharen achter », de woorden « — ook inzake de percentages van wederzijdse openstelling

— » entre les mots « faire preuve de flexibilité » et les mots « et à accorder son plein appui ».

Mme Zrihen explique que cet amendement a pour but de mettre les partenaires sur un pied d'égalité.

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point 3

M. Van de Voorde, représentant du ministre des Affaires étrangères, explique qu'en ce qui concerne les questions de Singapour, l'Union européenne se borne à répondre aux demandes et aux besoins des pays ACP. Elle ne les oblige pas à négocier sur des questions liées au commerce, s'il devait s'avérer que des pays ou des régions ne souhaitent pas ou ne sont pas prêts à prendre pareils engagements.

Tant l'Union européenne que les pays ACP ont mis d'emblée beaucoup d'espoir dans ces négociations. L'expérience montre que les accords qui portent exclusivement sur des biens ne suffisent pas. Les télécommunications, les services financiers ou les services dans le secteur de la construction constituent l'épine dorsale des économies du tiers-monde. De plus, ce sont des domaines dans lesquels les pays ACP et d'autres pays ont un grand besoin d'investissements. Pour briser le cercle vicieux de la dépendance par rapport aux exportations de matières premières, il faut un climat d'investissement transparent et stable, fondé sur des règles clairement définies. Les APE peuvent y contribuer.

En ce qui concerne le droit de propriété intellectuelle (DPI) et les médicaments, notre pays veille à ce que les règles en matière de DPI soient conformes à l'état et aux objectifs de développement des partenaires ACP. Même dans l'accord de Cariforum, on est parvenu à faire en sorte qu'il n'y ait pas de dispositions susceptibles d'affaiblir la capacité des membres de Cariforum sur le plan de l'accès aux médicaments. Ce principe général prévaut sur les dispositions plus spécifiques en matière de DPI.

Mme Tilmans dépose l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à supprimer au point 3 les mots «et de s'abstenir de faire pression sur les pays ACP pour qu'ils fassent des concessions sur ces matières, que ce soit explicitement ou de façon détournée via la renégociation des questions contestées des APE intérimaires ».

M. Brotchi explique que la formulation est excessive par rapport au comportement réel de l'Union européenne.

L'amendement n° 11 est rejeté par 5 voix contre 4.

van de markt en betreffende de datum van 2014 die wordt opgelegd voor de ratificatie van de interim-EPO's —» in te voegen.

Mevrouw Zrihen legt uit dat dit amendement bedoeld is om de partners gelijk te behandelen.

Amendement nr. 7 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt 3

De heer Van de Voorde, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, legt uit dat voor wat de Singapore-kwesties betreft, de Europese Unie enkel aan de vragen en noden van de ACP-landen beantwoordt. Zij dwingt hen niet tot onderhandelingen met betrekking tot handelsgerelateerde kwesties, als zou blijken dat landen of regio's niet wensen of niet klaar zijn tot zulke engagementen.

Zowel de Europese Unie als de ACP-landen begonnen beiden met hooggespannen verwachtingen aan deze onderhandelingen. De ervaring leert dat akkoorden die enkel goederen betreffen, niet voldoende zijn. Telecommunicatie, financiële diensten of diensten in de bouwsector vormen de ruggengraat van de economieën in de derde wereld. ACP en andere landen hebben bovendien een grote nood aan investeringen in deze domeinen. Om de vicieuze cirkel van afhankelijkheid van grondstoffenexport te doorbreken, is een transparant, stabiel investeringsklimaat wenselijk dat gebaseerd is op duidelijk afgesproken regels. EPA's kunnen hierbij helpen.

Wat het intellectueel eigendomsrecht (IPR) en medicijnen betreffen, waakt ons land erover dat de regels inzake IPR's in overeenstemming zijn met de ontwikkelingsstatus en -objectieven van de ACP-partners. Zelfs in het akkoord met Cariforum werd bereikt dat er geen provisies vorhanden zijn die de capaciteit van de leden van Cariforum zou verzwakken op het gebied van toegang tot medicijnen. Dit algemene principe heeft voorrang op de meer specifieke voorzieningen inzake IPR.

Mevrouw Tilmans dient amendement nr. 11 in (stuk Senaat nr. 5-793/3), dat strekt om in punt 3 de woorden «en geen druk meer uit te oefenen op de ACS-landen om hen te overhalen tot toegevingen hierover, hetzij explicet, hetzij indirect via nieuwe onderhandelingen over de betwiste kwesties van de interim-EPO's» te doen vervallen.

Volgens de heer Brotchi zijn die bewoordingen inderdaad overdreven, gelet op het werkelijke gedrag van de Europese Unie.

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 5 tegen 4 stemmen.

Point 4

Mme Tilmans dépose l'amendement n° 12 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à supprimer le point 4 du dispositif.

M. Brotchi explique que les APE intérimaires permettent de mettre en œuvre le volet des APE qui traite des compétences communautaires, en attendant la conclusion du long processus de ratification parlementaire permettant la mise en œuvre complète de l'accord. L'issue finale des négociations est connue lors de la conclusion des APE intérimaires.

L'amendement n° 12 est adopté par 8 voix contre 1.

Point 5

Mme de Bethune dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à compléter le point 5 du dispositif par ce qui suit : « , et, à cet effet, de demander à la Commission européenne de ne pas soumettre au Parlement européen sa proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 1528/2007 du Conseil en vue d'exclure un certain nombre de pays de la liste des régions ou États ayant conclu des négociations ».

Mme de Bethune explique que cette actualisation du texte vise à renforcer le dispositif. Le point 5 du dispositif demande précisément à la Commission européenne d'adopter une approche flexible. Or, l'adoption, le 30 septembre 2011, d'une proposition risquant de priver les pays ACP de leur statut privilégié s'ils n'ont pas conclu d'APE d'ici la fin de 2013, est contraire à cette exigence de flexibilité.

Mme Tilmans dépose l'amendement n° 13 (doc. Sénat, n° 5-793/3) qui tend à supprimer le point 5 parce qu'il est redondant par rapport au point n° 2 du dispositif.

Mme Zrihen estime que cette redondance est annulée par l'amendement n° 9 de Mme de Bethune.

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

L'amendement n° 13 est retiré par l'auteur.

Point 8

M. Van de Voorde, le représentant du ministre des Affaires étrangères, fait observer qu'il y a déjà chaque année une conférence au niveau ministériel entre

Punt 4

Mevrouw Tilmans dient amendement nr. 12 in (stuk Senaat nr. 5-793/3), dat strekt om punt 4 uit het dispositief te doen vervallen.

De heer Brotchi legt uit dat dankzij de interim-EPO's het gedeelte van de EPO's over de communautaire bevoegdheden ten uitvoer kan worden gelegd, in afwachting van het beëindigen van het lange parlementaire ratificatieproces waardoor de overeenkomst volledig ten uitvoer kan worden gelegd. Het eindresultaat van de onderhandelingen is gekend bij het sluiten van de interim-EPO's.

Amendement nr. 12 wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem.

Punt 5

Mevrouw de Bethune dient het amendement nr. 9 (stuk Senaat, nr. 5-793/3) in dat ertoe strekt het punt 5 als volgt aan te vullen: «en daartoe de Europese Commissie te verzoeken om haar voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van bijlage I bij verordening (EG) nr. 1528/2007 van de Raad, met betrekking tot het schrappen van sommige landen van de lijst van regio's of Staten die onderhandelingen hebben afgesloten, niet aan het Europese Parlement voor te leggen».

Mevrouw de Bethune legt uit dat deze actualisering van de tekst het dispositief beoogt te versterken. Dispositief 5 vraagt juist een flexibele houding van de Europese Commissie. De goedkeuring op 30 september 2011 van een voorstel waardoor de ACS landen hun bevoorrechtte status dreigen te verliezen indien zij tegen dan geen EPA hebben goedgekeurd, is contradictorisch aan het principe van de flexibiliteit.

Mevrouw Tilmans dient amendement nr. 13 in (stuk Senaat, nr. 5-793/3), dat strekt om punt 5 te doen vervallen, omdat het na punt 2 van het dispositief redundant is.

Mevrouw Zrihen vindt dat die redundantie wordt opgeheven door amendement nr. 9 van mevrouw de Bethune.

Amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Amendement nr. 13 wordt door de indiener ingetrokken.

Punt 8

De heer Van de Voorde, vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken, wijst erop dat er reeds elk jaar een conferentie op ministerieel niveau is

l'Union européenne et l'ACP. La prochaine conférence aura lieu en octobre 2012 et la dernière a eu lieu en octobre 2011. L'ordre du jour de ces conférences est toujours très large et ne se limite pas uniquement à l'aspect des accords de partenariats économiques. En 2010, lors de la présidence belge de l'Union européenne, la Belgique a donné une attention particulière à cette problématique, ce qui n'est pas le cas chaque année.

Mme Zrihen répond qu'après 10 ans de rencontres au niveau ministériel, les accords ne sont toujours pas signés et il n'y a toujours pas d'alternative pour les pays qui ne comptent pas conclure un accord APE. Même l'OMC n'a pas le même niveau d'exigence que l'Union européenne par exemple en matière d'élimination des tarifs douaniers.

VII. VOTE FINAL

La proposition de résolution amendée est adoptée à l'unanimité des 9 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,
Piet DE BRUYN.

Le président,
Karl VANLOUWE.

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-793/5 - 2011/2012).**

tussen de Europese Unie en de ACS. De volgende conferentie zal plaatsvinden in oktober 2012 en de laatste ging door in oktober 2011. De agenda van die conferenties is altijd heel breed en beperkt zich niet tot het aspect van de economische partnerschapsovereenkomsten. In 2010 besteedde België tijdens het Belgisch voorzitterschap bijzondere aandacht aan die problematiek, wat niet elk jaar gebeurt.

Mevrouw Zrihen antwoordt dat de akkoorden na 10 jaar van ontmoetingen op ministerieel niveau nog steeds niet ondertekend zijn en er is niet altijd een alternatief voor de landen die niet van plan zijn een EPO te sluiten. Zelfs de Wereldhandelsorganisatie stelt minder hoge eisen dan de Europese Unie, bijvoorbeeld op het gebied van het opheffen van de douanetarieven.

VII. EINDSTEMMING

Het geamendeerde voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur;
Piet DE BRUYN.

De voorzitter;
Karl VANLOUWE.

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-793/5 - 2011/2012).**